

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LE
RÉGIME ACTUEL DES BOISSONS

(Loi du 29 Décembre 1900)



THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le samedi 30 Novembre 1901, à 2 heures

PAR

Alfred GUINOT



LYON

Imprimerie WALTENER & C^{ie}, Successeurs de Mougin-Rusand

3, Rue Stella, 3

1901

LE

RÉGIME ACTUEL DES BOISSONS

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LE
RÉGIME ACTUEL DES BOISSONS

(Loi du 29 Décembre 1900)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le samedi 30 Novembre 1901, à 2 heures

PAR

Alfred GUINOT



LYON

Imprimerie WALTENER & C^{ie}, Successeurs de Mougin-Rusand

3, Rue Stella, 3

—
1901

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

- CAILLEMER, O. ✱, I. ☉, doyen, professeur de Droit civil.
MABIRE, ✱, I. ☉, professeur honoraire.
THALLER, I. ☉, professeur honoraire.
AUDIBERT, I. ☉, professeur honoraire.
GARRAUD, I. ☉, professeur de Droit criminel.
APPLETON (Charles), I. ☉, professeur de Droit romain.
FLURER, I. ☉, professeur de Droit civil.
COHENDY, ✱, I. ☉, professeur de Droit commercial.
PIC, I. ☉, professeur de Droit international public.
APPLETON (Jean), A. ☉, professeur de Droit administratif.
LAMBERT, professeur d'Histoire du Droit.
BOUVIER, A. ☉, professeur adjoint, chargé des cours de
Science et de Législation financières.
LAMEIRE, agrégé, chargé du cours d'Histoire du Droit public.
JOSSERAND, agrégé, chargé du cours de Procédure civile.
BROUILHET, agrégé, chargé du cours d'Histoire de Doctrines
économiques.
HUVELIN, agrégé, chargé d'un cours de Droit romain.
BECQ, I. ✱, secrétaire.
-

JURY DE LA THÈSE

- MM. APPLETON (Jean), président.
BOUVIER, professeur.
BROUILHET, agrégé.

A MA MÈRE

INTRODUCTION

Parmi les questions qui ont le plus préoccupé les esprits, tant au Parlement que dans le public, la réforme du régime des boissons est sans contredit une de celles qui a tenu une des premières places.

De même que les aides dans l'ancien régime, la loi du 28 avril 1816, qui était la base de notre impôt sur les boissons, n'a pas été acceptée sans murmures.

De nombreuses critiques lui ont été faites.

Quantité de projets de réformes dus à l'initiative gouvernementale et à l'initiative parlementaire ont été présentés, mais aucun n'a vu le jour.

L'obstacle permanent a toujours été la crainte de compromettre les finances de l'Etat.

Pourtant un impôt ne doit pas seulement être considéré comme utile par cette seule raison qu'il fait entrer dans les caisses de l'Etat des sommes considérables : le législateur qui l'établit doit encore se demander s'il est conforme aux besoins et aux intérêts du pays.

Dans un discours prononcé devant le Sénat au mois

d'avril 1893, M. Peytral, alors ministre des finances, disait :

« La France attend la réforme du régime des boissons. Il n'est personne ici, je l'imagine, du moins, qui viendra soutenir après moi qu'une partie quelconque du pays désire le maintien de la législation de 1816. S'il était nécessaire je prouverais par des exemples récents comment la loi de 1816, appliquée même avec l'esprit de modération que l'Administration y apporte, nous fournit journellement des occasions de constater combien cette législation est mauvaise, et à combien d'abus elle peut ouvrir la porte à un moment donné. »

M. Leroy-Beaulieu, dans son *Traité de la science des finances*, dit également :

« Si l'on pouvait supprimer les droits sur les boissons, ou du moins sur les boissons d'un usage courant, on aurait rendu un grand service au pays. »

La réforme s'imposait. Les vignobles français ravagés par le phylloxera, le mildew et l'oïdium ont dû être reconstitués pendant la dernière partie du siècle passé au moyen de plants américains, mais cette reconstitution n'a été faite qu'au prix de grands sacrifices de la part des propriétaires.

De plus, les vins, frappés de droits très élevés, étaient difficilement écoulés : les ouvriers qui forment la majorité des consommateurs n'ayant pas les ressources nécessaires pour s'approvisionner en gros.

Donc, il était de toute nécessité, si on voulait conserver aux producteurs le marché français, et empêcher notre culture nationale d'être ruinée, de dégrever ces boissons.

Les débitants eux-mêmes se plaignaient des mesures vexatoires dont ils étaient souvent l'objet et en particulier de l'exercice.

Quant au consommateur, il payait les droits parce qu'il était forcé, mais ce n'était pas sans murmurer.

Si l'on ajoute que la réforme du régime des boissons était sans cesse demandée par les Conseils généraux, qui sont les représentants les mieux placés pour connaître les besoins du pays, on voit que la loi de 1816 ne satisfaisait plus personne.

L'Etat lui-même, dont on invoquait l'intérêt pour le maintien du *statu quo*, n'était pas satisfait non plus, puisqu'il proposait des projets de réformes et qu'il en laissait présenter par les membres du Parlement. Le nombre des agents nécessaires pour réprimer la fraude était trop considérable.

On comprendrait encore que la réforme n'eût pas abouti, s'il eût été question de supprimer d'un seul coup cinq cents millions de recettes et de demander cette somme à des impôts nouveaux, mais aucun projet n'a été formulé dans ce sens, car la taxe des boissons est une matière assez riche pour se suffire à elle-même; si l'on proposait de dégrever les boissons hygiéniques, cette diminution de recettes devait être compensée par d'autres ressources, et en particulier par l'augmentation des droits sur l'alcool.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Historique et But de la Nouvelle Loi

SECTION PREMIÈRE

Historique.

Faire l'historique de toutes les critiques, qui depuis la loi de 1816 ont été adressées à l'impôt des boissons, donnerait matière à un ouvrage complet ; aussi nous bornerons-nous, dans le court exposé que nous allons faire de la loi du 29 décembre 1900, à mentionner les projets de loi qui ont été discutés devant le Parlement pendant ces dernières années (1).

M. de Verninac, dans son rapport au Sénat, a donné avec beaucoup de soin et de précision les précédents de la loi actuelle :

« C'est pour la troisième fois, dit-il, depuis sept ans,

(1) V. Annexe n° 403, *Journal officiel* du 28 janvier 1901, p. 820.

que revient le projet de loi sur la réforme des boissons :

En 1893, M. Rouvier, alors ministre des finances, avait déposé un projet de réforme voté par la Chambre des députés et incorporé dans la loi de finances. Ce projet comprenait essentiellement la suppression intégrale de toutes les taxes sur les boissons dites hygiéniques et leur remplacement par une augmentation de la taxe sur l'alcool, qui de 156 fr. 25 était portée à 245 francs, et prononçait en outre la suppression du privilège des bouilleurs de cru.

Disjoint du budget par un vote du Sénat, ce projet fut renvoyé à l'examen de la Commission des finances qui, après étude approfondie, ne crut pas pouvoir lui donner son approbation, et le remplaça par un projet tout différent élaboré d'accord avec le Ministre des finances.

Ce projet, déjà transactionnel, s'efforçait de concilier, dans la mesure possible, les intérêts contraires du Nord et du Midi. Il refusait de dégrever en totalité le vin, le cidre et la bière et de faire supporter à l'alcool seul la rançon des boissons hygiéniques. Emue des plaintes des bouilleurs de cru, la Commission n'avait touché que d'une main légère à leur privilège.

Le Sénat vota ce projet à une forte majorité, mais la Chambre refusa.

En 1896, un nouveau projet, voté par la Chambre des députés, fut renvoyé au Sénat. Il ne différait pas sensiblement du précédent et comportait comme lui le dégrèvement intégral du vin, du cidre et de la bière, et comme contre-partie la suppression du privilège des bouilleurs de cru et l'élévation du droit de l'alcool de 156 fr. 25 à 275 francs.

La Commission spéciale du Sénat proposa un projet transactionnel reposant sur les mêmes bases que celui de 1873 et comprenant :

1° La suppression des droits d'entrée et de détail sur les cidres et vins, le changement radical du régime des bières qui seraient imposées dorénavant, non plus au volume, mais à la densité, soit un dégrèvement sur les boissons hygiéniques de 118 millions ;

2° Le maintien du droit de circulation à 1 fr. 50 l'hectolitre, à 75 centimes pour les bières.

La contre-partie était demandée à une augmentation des licences, à une élévation du droit sur l'alcool porté à 205 francs, à un droit de fabrication sur les absinthes, bitters et liqueurs, dont le produit était évalué à 2 millions, à une modification au régime des vins de liqueurs, enfin à des mesures destinées à prévenir les fraudes sur l'alcool à la circulation, et chez les marchands en gros. Quant aux bouilleurs de cru, sans toucher à leur privilège, des mesures de précaution étaient prises pour assurer la rentrée de l'impôt.

Pour la seconde fois et à la même majorité, le Sénat a adopté le projet de sa Commission. Il fut l'objet, à la Chambre, d'un rapport favorable de M. Salis, mais la législature prit fin sans que les conclusions de ce rapport puissent venir en discussion : la réforme fut ajournée.

Toutefois, un certain nombre de dispositions du projet voté en 1896 ont été disjointes pour être successivement incorporées dans la loi de finances, ou faire l'objet de lois spéciales.

C'est ainsi que les mesures, concernant les alcools

dénaturés, l'imposition de l'alcool méthylique susceptible d'être consommé comme boisson, l'abaissement du taux de la déduction pour les alcools logés dans des récipients autres que des fûts en bois, ont été inscrits dans la loi du 16 décembre 1896.

Le changement de régime des vermouths a fait l'objet des articles 21 et 22 de la loi des finances du 13 avril 1898, enfin la modification du régime des bières a été incorporée dans la loi de finances du 30 mai 1899 (art. 6 à 17).

Reprenant les idées de conciliation entre les divers intérêts en cause, qui avaient animé le Sénat dans ses votes de 1893 et de 1896, le Gouvernement a déposé le 14 novembre 1899, sur le bureau de la Chambre des députés, le projet transactionnel qui est devenu la loi du 17 décembre 1900.

SECTION II

But de la loi.

La loi du 29 décembre 1900 a pour objet :

1° De dégrever les boissons hygiéniques (les vins, cidres, poirés, hydromels), par la suppression des droits de détail, d'entrée et de taxe unique, de dégrever également la bière, le droit de circulation étant maintenu et unifié (1 fr. 50 par hectolitre);

2° D'établir comme taxe de remplacement une surtaxe sur le droit de consommation de l'alcool qui est

porté à 220 francs par hectolitre, ainsi qu'un relèvement du droit fixe du Trésor sur le taux des licences;

3° De maintenir, en le réglementant, le privilège des bouilleurs de cru ;

4° De prescrire l'interdiction, par décret, de la fabrication, de la circulation et de la vente de toute essence déclarée dangereuse ;

5° D'assurer la répression des contraventions relatives au régime des boissons ;

6° De régler, en la réduisant, la taxe applicable aux alcools dénaturés ;

7° De limiter le droit réduit accordé aux sucres employés pour le sucrage des vendanges ;

8° De régler les mesures transitoires et l'application des lois antérieures ;

Toutes ces modifications apportées au régime antérieur feront l'objet d'une étude spéciale.

CHAPITRE PREMIER

Dégrèvement des boissons hygiéniques

Avant la loi du 29 décembre 1900, les boissons hygiéniques, qui comprennent les vins, cidres, poirés, hydromels et bières (1), étaient soumises à plusieurs droits :

- a)* Droit de circulation ;
- b)* Droit de détail ;
- c)* Droit d'entrée, de taxe unique et de remplacement aux entrées.

Tous ces droits, à l'exception du droit de circulation, ont été supprimés par la nouvelle loi.

(1) Nous traiterons la bière dans un chapitre spécial.

SECTION I

Droit de circulation.

Au lieu d'abolir tous les droits sur les boissons hygiéniques comme le faisaient la plupart des projets de la loi antérieure, la Chambre a maintenu, d'accord avec le projet de M. Caillaux, le droit de circulation, malgré un contre-projet demandant sa suppression.

Pourquoi a-t-on conservé cette taxe?

M. de Verninac, dans son rapport au Sénat, en donne la raison.

Comment, en effet, réprimer la fraude si l'on laissait circuler, sans surveillance, les liquides qui sont en réalité de l'alcool en puissance, et à quoi bon réglementer le privilège des bouilleurs de cru si, par la liberté absolue de circulation on permettait à chaque débitant, à chaque consommateur d'alcool, d'établir dans son domicile particulier, au moyen de nouveaux appareils, dont l'usage se généraliserait immédiatement, une distillerie clandestine? Comment appliquer les lois si nombreuses sur la répression de la fraude commerciale si toute surveillance est abolie?

Qu'est-ce le droit de circulation?

L'article 1^{er} de la loi du 28 avril 1816, l'énonce ainsi :
« A chaque enlèvement de vins, cidres, poirés et hydromels, il sera perçu un droit de circulation. »

Pour toute la France, ce droit est uniformément fixé à 1 fr. 50 par hectolitre pour les vins.

Avant la nouvelle loi, il n'en était pas ainsi. Les vins

étaient soumis à un tarif différentiel. Les départements étaient divisés en classes : dans les départements de la 1^{re} classe, les vins payaient un franc ; dans la 2^e, 1 fr. 50 ; dans la 3^e, 2 francs.

Cette division du pays en zones, qui avait sa raison d'être à l'époque où les vins d'un certain prix étaient seuls transportés à de grandes distances du vignoble, ne répondait plus aux conditions économiques actuelles résultant du développement des voies ferrées et de l'abaissement du prix de transport, et ne servait qu'à grever les départements non producteurs au détriment des départements producteurs.

Pour les cidres, poirés et hydromels, le droit de circulation a été maintenu au tarif existant, c'est-à-dire à 0 fr. 80 par hectolitre.

En principe, tout déplacement de boissons entraîne un droit de circulation. Toutefois, il y a des exceptions.

Ainsi les voyageurs ne sont pas tenus de payer un droit pour les vins qu'ils emportent avec eux, pourvu que la quantité ne soit pas supérieure à trois bouteilles.

De même lorsque les vins sont à destination de l'étranger ou de colonies françaises.

L'exemption du droit de circulation est également accordée aux récoltants pour les petites quantités transportées à bras ou à dos d'homme (art. 2, § 3, *in fine*, loi du 29 décembre 1900). Lors de la discussion à la Chambre, on avait proposé d'exempter également les transports à l'aide de brouettes, mais l'amendement fut rejeté, le Ministre des finances ayant invoqué la fraude, car il serait, en effet, facile de transporter des quantités considérables de boissons à l'aide d'une brouette.

Même circulaire de la Régie du 11 août 1888, permettait dans les campagnes, le libre transport des vins ordinaires et des cidres vendus à emporter par les détaillants, jusqu'à concurrence de trois litres.

A la suite de la réduction et de l'unification des droits, le ministre a, sur la proposition de l'Administration, par décision du 16 avril 1901, élevé la limite de la libre circulation à quatre litres pour les vins ordinaires et à six litres pour les cidres.

D'après une circulaire du 16 janvier 1879, l'Administration admet également l'immunité des droits et la libre circulation pour les envois d'échantillons de vins à condition qu'ils soient renfermés dans des flacons dont la contenance ne dépasse pas 25 centilitres, et que la quantité totale à l'adresse d'un même destinataire ne soit pas supérieure à trois litres.

Les boissons hygiéniques ne peuvent circuler dans tous les autres cas, qu'accompagnées de titres de mouvement.

Ces titres de mouvement peuvent être rangés sous trois types différents :

Le laissez-passer, le congé et l'acquit à caution.

Lorsque les boissons sont expédiées à un consommateur ordinaire, aucun enlèvement ne peut avoir lieu sans déclaration préalable de l'expéditeur ou de l'acheteur au bureau de la Régie et sans que le transporteur ne soit muni d'un titre qui, dans ce cas, s'appelle congé, et qui sert à la fois de titre de circulation et de quittance des droits.

Il est délivré sur les déclarations annonçant les qualités espèces et quantités de boissons, les lieux d'enlève-

ment et de destination, les noms, prénoms, demeures et professions des expéditeurs, voituriers, acheteurs ou destinataires. Loi du 28 avril 1816 (art. 10).

Ce titre doit contenir les principaux lieux de passage, les modes de transport, ainsi que les délais de transport. Le liquide doit être conduit à destination pendant ces délais qui sont calculés d'après la distance à parcourir et les moyens de transport.

Le transport est réputé commencé dès que le chargement se trouve sur la voie publique. C'est à partir de ce moment que les agents de la Régie ont qualité pour demander les expéditions qui doivent leur être exhibées. Ils peuvent s'assurer, au moyen de vérifications, que la marchandise transportée est bien celle qui est indiquée sur le titre de mouvement et que les délais sont bien observés.

Mais il peut se faire que, par suite d'accidents de voiture ou de route, le transporteur soit obligé de s'arrêter.

Dans ce cas, il doit faire une déclaration de transit au bureau de la Régie le plus voisin déposer sa marchandise chez une personne qui consent à l'accepter et qui signe la déclaration faite. Faute de cette déclaration, le transporteur serait dans une situation illégale, de même que le transitaire qui aurait accepté le chargement, et ils pourraient être poursuivis en contravention.

Le transport peut encore être interrompu volontairement. Dans ce cas, on doit également déposer le titre de mouvement au bureau de la Régie du lieu d'arrêt, qu'on retire lors de la nouvelle mise en mouvement, moyennant un droit de 10 centimes.

Lorsque les boissons sont à destination de personnes

jouissant du crédit des droits, c'est-à-dire des entrepositaires, négociants, marchands en gros, courtiers, facteurs, commissionnaires, etc., elles doivent être accompagnées d'un acquit à caution.

Quand les boissons sont à destination des débitants, il faut faire une distinction, suivant qu'elles sont à destination des débitants établis dans les villes de plus de 4.000 habitants, ou de débitants établis dans les campagnes et dans les agglomérations de moins de 4.000 habitants.

Dans le premier cas, le titre de mouvement doit être un congé.

Dans le deuxième cas, la nouvelle loi a étendu à ces habitants, l'obligation de l'acquit à caution.

L'exercice étant supprimé, cette obligation de l'acquit à caution a été imposée pour permettre aux agents des Contributions Indirectes d'entrer dans les caves de ces débitants pour éviter les fraudes.

Mais ce principe obligatoire de n'expédier que par acquit à caution des boissons aux débitants des campagnes, devient une gêne pour ces commerçants, car il arrive souvent que, pour un envoi de quelques hectolitres de vin, partant de chez un récoltant ou de chez un marchand en gros, ces débitants sont obligés de faire 10, 15 et même jusqu'à 20 kilomètres pour aller acquitter les droits de circulation à la recette buraliste ; en outre, ils perdent encore les 50 centimes montant de l'acquit et, de plus, ils peuvent oublier le versement des droits et encourir, par ce fait, le paiement des doubles droits, quoique pourtant, dans ce cas, la Régie se borne

la plupart du temps à faire faire une demande sur papier timbré au directeur des Contributions indirectes.

Il vaudrait mieux que l'emploi de l'acquit soit facultatif, pour ne pas obliger les acheteurs en gros à déboursier de grosses sommes, et pour permettre aux débitants, acheteurs de petites quantités, de se servir de congés.

En agissant ainsi, le Trésor ne perdrait rien, la statistique de vente dans les débits s'établirait plus facilement, et les petits commerçants des campagnes seraient satisfaits, car ces acquits obligatoires leur donnent toujours à croire qu'ils ne sont pas libres et même encore sous le coup de l'exercice, si bien que certains ne veulent pas prendre d'acquits pour eux, préférant faire rentrer leurs marchandises par congé au nom du voisin.

Quelle est la situation faite aux débitants en ce qui concerne les boissons qu'ils destinent à leur consommation personnelle ?

Toutes les boissons détenues par les habitants sont présumées destinées à la vente. Aucune loi ne les autorise à faire une distinction entre celles qu'ils destinent à la vente et celles qu'ils entendent réserver à leur propre consommation. La jurisprudence est en ce sens.

Toutefois, dans le passé, l'Administration avait autorisé certains débitants à faire des déclarations restrictives lorsqu'ils entendaient réserver exclusivement ces boissons à leur consommation personnelle. Ainsi, quand un cafetier ne débitait pas de vin, la Régie se bornait à faire acquitter, sur cette boisson, au lieu du droit de détail, le droit dû par les simples particuliers, c'est-à-dire le droit de circulation, s'il s'agissait de vin d'achat. Si le

vin provenait de la fabrication du débitant, celui-ci bénéficiait de l'immunité accordée aux débitants.

La situation se trouve modifiée par suite des changements de tarif et de régime que comporte la loi du 29 décembre 1900.

D'une part, la déclaration restrictive n'a plus sa raison d'être en ce qui concerne les vins et les cidres d'achat, puisque le droit est aujourd'hui le même pour les quantités vendues au détail et pour celles qui sont achetées en gros par les simples particuliers.

D'autre part, la suppression de l'exercice prive le service de la régie des moyens de contrôler la sincérité des déclarations.

Il semble qu'on aurait dû retirer ses concessions au débitant, mais ce retrait aurait constitué une aggravation à leur situation.

C'est pourquoi le ministre a décidé d'admettre en faveur des débitants le maintien des anciennes tolérances, sous la condition que la Régie sera en mesure d'en contrôler l'usage et de les retirer s'il en résultait des abus.

Donc les débitants pourront faire des déclarations restrictives pour les boissons provenant de leur fabrication, qu'ils entendent réserver à leur consommation familiale, lorsqu'ils n'en font pas le commerce. Mais cette concession ne saurait être étendue à ceux qui, tout en manifestant l'intention de réserver leur propre récolte à la consommation personnelle, vendraient en détail des boissons de même espèce provenant d'achat, car, dans ces conditions, il serait impossible de contrôler les déclarations restrictives.

Quant aux transports de vins, cidres, poirés, hydro-

mels à destination des récoltants effectués de leur pressoir, ou d'un pressoir public, à leurs caves et celliers, ou de l'une à l'autre de leurs caves, ils détachent eux-mêmes d'un registre à souche, mis à leur disposition et contrôlé par les agents de la Régie, des laissez-passer dont le coût est de 10 centimes (art. 2, § 2).

Mais pour que les récoltants puissent se servir de ce titre de mouvement, il faut que les transports soient effectués dans les limites définies par l'article 20 du décret du 17 mars 1852, c'est-à-dire dans le canton de récolte et dans les communes limitrophes de ce canton, sinon les boissons doivent être, comme pour les consommateurs ordinaires, accompagnées d'un congé.

A quel moment est perçu le droit de circulation ?

En général il est perçu au moment de l'enlèvement.

Il n'y a d'exception que pour les envois à destination des entrepositaires en tous lieux, ainsi que les débitants dans les campagnes et dans les agglomérations de moins de 4.000 habitants.

Les droits afférents à ces envois sont exigibles, savoir : au moment de l'introduction lorsque la localité est pourvue d'un octroi ; partout ailleurs, c'est-à-dire dans les localités de moins de 4.000 habitants, n'ayant pas d'octroi, dans les quinze jours qui suivront l'expiration du délai fixé pour le transport.

En cas de non-décharge, les droits garantis par les acquits à caution sont réduits au double de la taxe de circulation.

A l'égard des débitants qui vendent accidentellement des boissons les jours de fête ou de foire, les droits sont immédiatement exigibles.

L'Administration s'est préoccupée, à diverses reprises, de faciliter au commerce l'accomplissement des formalités relatives à la circulation des boissons.

En 1888, une décision ministérielle a autorisé la remise de registres d'expédition aux marchands en gros pour leur permettre de se délivrer eux-mêmes les titres de mouvement pour les petites quantités enlevées de leur magasin. Deux modèles de laissez-passer avaient été créés dans ce but : l'un pour les envois de vins jusqu'à 24 litres, l'autre pour les envois de spiritueux jusqu'à 12 litres.

En 1889, l'Administration créa deux modèles d'acquets à caution dont le libellé a été confié aux négociants.

Ce système a été étendu en 1891 à tous les titres de mouvement que peuvent comporter les envois de boissons de toutes qualités effectués par la marchandise en gros.

Les laissez-passer établis en 1888 étaient valables dès que les marchands en gros en avaient rempli les blancs. Mais il n'en était pas de même des congés établis en 1891. Ils ne pouvaient être utilisés qu'après avoir été présentés à la recette buraliste, et validés par les agents de la Régie, par l'apposition d'un sceau.

Depuis la nouvelle loi, on a renoncé aux formalités que comportait la délivrance de ces congés. D'après une circulaire du 6 avril 1901, l'Administration a autorisé la remise de registres de congés, d'où ils peuvent détacher eux-mêmes les titres de mouvement pour tous les envois quelle qu'en soit l'importance sans avoir à se rendre à la recette buraliste.

Afin de distinguer ces titres de mouvement de ceux

qui sont levés au bureau de la Régie les marchands en gros doivent apposer un timbre spécial indiquant les noms, prénoms et domicile de l'expéditeur.

Ces avantages seront certainement très appréciés des commerçants qui n'auront plus à subir des déplacements et des pertes de temps pour aller à la Régie.

SOUS-SECTION

Circulation de vendanges fraîches.

« Les vendanges fraîches circulant hors de l'arrondissement de récolte et des cantons limitrophes en quantités supérieures à 10 hectolitres sont soumises aux mêmes formalités à la circulation que les vins et passibles du même droit à raison de deux hectolitres de vin par 3 hectolitres de vendanges. » (Art. 1^{er}, § 4.)

Avant la loi nouvelle, les vendanges n'étaient pas soumises au droit de circulation ; aussi grâce aux moyens de communication offerts par les voies ferrées, des consommateurs et des marchands de vins en gros, éloignés des pays vignobles, avaient pris l'habitude de s'approvisionner de raisins avec lesquels ils fabriquaient leurs vins sans avoir à payer un droit de circulation.

De nombreuses protestations furent faites de la part des commerçants des pays vignobles. De plus, le Trésor était frustré d'un droit qu'il aurait perçu si cette vendange eût circulé sous forme de vin.

C'est pourquoi le législateur a décidé que les vendanges fraîches seraient soumises aux mêmes formalités et passibles du même droit que les vins.

Toutefois, pour ne pas gêner les propriétaires récoltants dans la fabrication de leurs produits et pour épargner les approvisionnements modestes en vue de la consommation familiale, il a admis que la circulation demeurerait libre dans l'arrondissement de récolte et les cantons limitrophes quelle que soit la quantité expédiée, et hors de ce rayon jusqu'à concurrence de 10 hectolitres.

Le mot « vendange » est de droit strict et ne saurait s'appliquer aux pommes et aux poires qu'un particulier achète et fait amener dans sa maison où il possède un pressoir, pour la fabrication du cidre ou du poiré destiné à la consommation de sa famille. Le droit de circulation ne sera dû qu'au cas de déplacement ultérieur du cidre ou du poiré obtenu par cette fabrication.

Les raisins de table n'étant pas soumis à l'impôt, il était à craindre que l'on expédiât sous ce titre des raisins destinés à la vinification.

Mais d'abord les raisins de table n'ont pas l'aspect des raisins de vendange et l'expédition par petits paniers comme elle se pratique ordinairement pour les raisins de table serait beaucoup plus onéreuse que par fûts.

Et, de plus, l'Administration des Contributions indirectes a pris ses mesures pour parer aux fraudes, en signalant par des bulletins d'un certain format les envois douteux, de manière qu'à l'arrivée des recherches puissent être faites pour en connaître l'emploi.

Les titres d'expédition pour les vendanges sont les mêmes que pour les vins.

Toutefois ces titres de mouvement devront énoncer, outre le volume de la vendange, les quantités de vin qu'elles représentent.

Donc toutes les fois que les vendanges circuleront hors de l'arrondissement et des cantons limitrophes, en quantités supérieures à 10 hectolitres, elles seront imposables et cela même lorsqu'elles devraient être partagées entre différentes personnes qui n'en recevraient chacune qu'une portion égale ou inférieure à dix hectolitres.

La taxe est due à raison de deux hectolitres de vin pour trois hectolitres de vendange.

Mais comme le volume peut varier d'une façon assez sensible selon le degré de tassement et qu'il serait difficile de préciser les quantités de vin que la vendange représente, l'Administration a admis que 100 kilogrammes de raisins un peu tassés occupent le volume d'un hectolitre.

Pour faire la déclaration, l'expéditeur n'a donc qu'à peser la vendange, déduction faite du récipient.

Cette obligation du pesage n'a pas grand inconvénient, car les vendanges soumises au droit de circulation sont la plupart du temps achetées et ces achats ont lieu au poids.

L'article 8 a donné lieu, dès la promulgation de la loi, à de graves controverses.

Le paragraphe 1^{er} est clair. En effet, « tout propriétaire récoltant qui désire vendre au détail les boissons provenant de sa récolte est tenu d'en faire préalablement la déclaration au bureau de la Régie, d'acquitter la licence de débitant et les taxes générales et locales sur les boissons destinées à la vente et de se soumettre à toutes les obligations des débitants ».

Tout le monde s'accorde pour reconnaître juste et

bien fondée l'assimilation qui est faite entre le propriétaire récoltant qui veut vendre au détail et le professionnel, c'est-à-dire le débitant de boissons.

Mais le second paragraphe n'est malheureusement ni aussi clair ni aussi précis :

« Toute personne autre qu'un propriétaire récoltant, qui en vue de la vente en gros ou en détail, fabrique des vins, cidres, poirés ou hydromels est tenu d'en faire préalablement la déclaration au bureau de la Régie et d'acquitter la licence de marchand en gros ou de débitant. Elle doit, de plus, acquitter le droit immédiatement après chaque fabrication, si la boisson est destinée à la vente au détail. »

Cette disposition en sa première partie est des plus rationnelles. Celui qui fabrique du cidre, par exemple, avec des pommes qui ne paient pas de droits de circulation, pour ensuite les revendre au détail, fait œuvre de débitant, et il est tout naturel que, comme ce dernier, il soit astreint à se déclarer et à payer licence.

Mais une difficulté très grosse surgit à l'occasion de la deuxième partie du second paragraphe, qui oblige le fabricant de vin ou de cidre à acquitter des droits immédiatement après chaque fabrication.

De quels droits s'agit-il ? Nous acceptons comme en faisant partie le droit de licence, lorsque le fabricant sera une personne autre qu'un débitant.

Mais si le fabricant de boissons est un débitant, il n'a pas à acquitter ce droit au lendemain de sa fabrication, il l'a déjà subi en vertu du paragraphe 6 de l'article 1^{er}.

Est-ce un droit de fabrication. Non ! le quantum n'est

pas déterminé, et ce droit n'existe que pour la fabrication des bières.

Ce ne peut pas être un droit de consommation, car ce droit ne pèse, d'après l'article 4, que sur l'alcool.

Ce n'est pas davantage un droit de détail, un droit d'entrée ou un droit de taxe unique puisqu'ils sont abolis.

C'est donc un droit de circulation, puisque ce droit seul subsiste.

Mais ce droit de circulation, la Régie le faisait payer pour le cidre, non seulement sur le jus de la pomme mais aussi sur l'eau.

Et, de plus, elle percevait ce droit non seulement sur le cidre fabriqué chez les débitants qui en vendent mais même chez ceux qui n'en font pas le commerce.

Pour légitimer cette perception, la Régie prétendait que, l'exercice étant supprimé, il n'était pas possible de surveiller les débitants pour s'assurer de la sincérité de leur déclaration, et que toutes les boissons trouvées chez les débitants étaient présumées destinées à la vente et qu'ils ne pouvaient pas faire de déclarations restrictives.

Sur une interpellation de M. Julien Goujon, en date du 20 février 1901, demandant des éclaircissements sur cet article 8, M. le Ministre des finances répondit :

« Que les débitants étaient admis à faire des déclarations restrictives pour les boissons destinées à la consommation familiale.

« Que le droit de circulation ne serait perçu immédiatement que pour les boissons destinées à la vente au détail ; que pour celles qui devaient être vendues en

gros, le droit n'en serait payé qu'au fur et à mesure de l'écoulement. »

Comme la vérification du produit effectif de chaque pressurage serait de nature à absorber pendant plusieurs mois de chaque année, un personnel nombreux, le Ministre a décidé, par une circulaire en date du 5 mars 1901, que les débitants pourront être en tous lieux admis à déclarer en même temps que la quantité de vendanges ou de fruits qu'ils comptent mettre en œuvre, la quantité de vin ou de cidre que ces vendanges ou ces fruits représentent et que leur déclaration sera acceptée pour base de la perception toutes les fois que le rendement déclaré atteindra au minimum les quotités fixées par l'article 23 de la loi du 28 avril 1816, soit deux tiers du volume des vendanges et deux cinquièmes de celui des pommes.

Et afin que le service ait la possibilité de vérifier l'importance des matières premières, qui serviront ainsi d'élément à la constatation du droit, la déclaration devra dans ce cas être faite à la recette buraliste vingt-quatre heures au moins avant le commencement du travail, si la fabrication doit s'effectuer dans une localité où il existe un poste d'employés et soixante douze heures au moins dans les autres localités.

L'intervention des employés chez les débitants se bornera alors à un simple contrôle de l'exactitude des déclarations relativement aux quantités de vendanges ou de fruits mises en œuvre. Ils seront dispensés de vérifications multiples, et leur action s'exercera d'une façon plus fructueuse sous forme d'une surveillance attentive des introductions de vendanges ou de pom-

mes, à destination des débitants, en vue de prévenir la fabrication clandestine.

Aux termes de l'article 8 de la loi du 27 décembre, paragraphe 3, les vendanges expédiées à des commerçants de boissons pourront toujours leur parvenir sous acquits à caution. Cette disposition s'étend aux envois destinés aux débitants établis dans les agglomérations de 4.000 habitants et au-dessus qui, suivant l'article 2, ne peuvent recevoir les vins qu'accompagnés de congés, l'obligation de la déclaration des fabrications et de l'acquittement du droit sur les quantités fabriquées étant stipulée à titre général.

SECTION II

Droit de détail.

Si, pour prévenir la fraude, le législateur a laissé subsister le droit de circulation, il n'en a pas été de même des autres droits frappant les boissons hygiéniques, droit de détail, d'entrée, de taxe moyenne et de remplacement aux entrées.

La loi de 1816 soumettait au droit de détail, tous les vins, cidres, poirés, hydromels vendus par les débitants. Ce droit avait été fixé par l'article 4 de la loi du 12 juillet 1880, à 12 fr. 50 0/0 du prix de vente, prix qui devait être affiché dans les débits.

Il frappait également toute vente faite à des consommateurs par les marchands en gros, récoltant, etc..., en quantité inférieure à 25 litres.

C'est ce droit qui était le plus universellement condamné.

D'abord il était très lourd.

On avait dit pour le défendre que ce droit frappe une consommation nuisible et superflue : celle du cabaret.

Mais ce n'était pas exact pour les villes, puisque la taxe unique frappe tous les consommateurs.

Ce n'était pas exact non plus pour les campagnes, car le droit de détail frappait en même temps la consommation alimentaire faite dans les débits par l'ouvrier que son travail oblige à prendre ses repas au dehors et la vente à emporter, c'est-à-dire la consommation des petits ménages qui ne sont pas en situation de s'approvisionner en gros, et qui sont obligés d'aller chercher leur boisson litre par litre chez le débitant. Combien y'a-t-il, en effet, d'ouvriers capables de faire provision de 25 litres à la fois !

C'était donc une taxe anti-démocratique.

On a allégué encore en faveur du *statu quo*, que sa suppression serait inutile, car les débitants continueraient à vendre au même prix.

Mais nous avons vu que depuis le mois de janvier, le prix du litre s'est abaissé de 5 à 10 centimes.

De plus, ce droit de détail comportait comme contrôle l'exercice.

L'exercice avait pour but la constatation même de l'impôt et impliquait des vérifications répétées chez les débitants. Ceux-ci devaient déclarer les espèces et quantités de boissons qu'ils avaient en leur possession. Les agents de la Régie établissaient à chaque visite un

compte des quantités vendues, et à la fin du semestre, faisaient payer le droit de détail.

En cas de soupçon de fraude, ils pouvaient perquisitionner dans toutes les parties de l'habitation du débiteur.

Quoique l'exercice n'ait pas eu le caractère odieux que tout le monde s'accordait à lui attribuer, il était pourtant une grave entrave au commerce. Le débiteur ne pouvait, en effet, pas faire de vente en gros sans prévenir l'Administration, ni effectuer de remplissage sans autorisation.

Il est vrai que les débiteurs pouvaient s'affranchir de l'exercice au moyen de l'abonnement, c'est-à-dire en payant l'équivalent du droit de détail.

Ceux qui étaient abonnés avaient une situation préférable à celle de ceux qui ne l'étaient pas, mais c'était reconnaître le vice de la loi : et, de plus, c'était une lourde charge que de payer d'avance cet abonnement.

L'exercice n'avait qu'un avantage, qui n'était certes pas à dédaigner ; c'était de faire rentrer l'impôt dans les caisses du Trésor, mais le droit de détail étant supprimé, l'exercice n'avait plus de raison de subsister.

C'est pourquoi le législateur l'a supprimé (art. 5, loi 29 décembre 1900).

Cet article 5 semble impliquer une contradiction. Dans le paragraphe 1^{er} la loi supprime l'exercice et dans le second elle le rétablit.

En effet, « dans les communes où il n'existe pas de surveillance et permanente aux entrées, toute personne qui vend en détail des boissons reste seulement assujettie dans ses caves, magasins et autres locaux affectés

au commerce, aux visites des employés de la Régie qui pourront effectuer les vérifications et prélèvements nécessaires pour l'application des lois concernant les fraudes commerciales et les fraudes fiscales (art. 5, § 2 »).

Mais, d'après les débats parlementaires, on voit qu'il n'en est pas ainsi et que ce deuxième paragraphe ne fait que réglementer les visites et les pouvoirs des employés de la Régie dans les communes où il n'y a pas de surveillance effective aux entrées.

Des questions ayant été faites au Ministre des Finances sur la portée de ce deuxième paragraphe, il répondit que (1) :

« L'exercice n'est pas seulement pour les agents des Contributions indirectes, le droit de pénétrer dans les caves des débitants et d'y reconnaître toutes les boissons : c'est encore la faculté pour eux, contrairement aux principes de notre droit public, de pénétrer dans le domicile particulier de ces débitants. Or, notre projet de loi fait disparaître cette dernière faculté. Désormais, le domicile privé des débitants sera fermé aux agents, et ils ne pourront plus y entrer qu'avec l'assistance d'un commissaire de police.

« L'exercice comporte encore, sous la législation antérieure, l'interdiction pour le débitant d'opérer des transvasements, des remplissages ou des coupages en dehors de la présence des employés de la Régie. Ces restrictions disparaissent également d'une façon complète.

(1) Discours de M. Caillaux, ministre des finances, séance du 3 décembre 1900, pp. 2439-2440.

« Qu'est-ce qui subsiste donc de ce qu'on appelle actuellement l'exercice? Le simple droit pour l'employé de pénétrer chez le débitant, comme il le fait actuellement chez les épiciers ou autres qui détiennent certaines marchandises soumises aux droits, telles que les allumettes et les cartes en vue de prévenir à la fois ses fraudes fiscales et ses fraudes commerciales. Sans doute, dans les villes défendues par des barrières, c'est à la barrière même que doit s'effectuer le contrôle, et je ne vous demande pas d'autoriser dans ces villes, une surveillance dans les débits, mais je vous demande de l'autoriser dans les campagnes, parce que, sans cela je serais dans l'impossibilité de réprimer les fraudes de mouillage d'alcoolisation des vins. Actuellement, les employés ont le droit, chez les débitants abonnés, de se faire représenter les boissons nouvellement arrivées, c'est-à-dire depuis la dernière visite des employés, et si cette représentation ne peut pas être faite, ils ont le droit de reconnaître toutes les boissons qui se trouvent dans la cave du débitant.

« C'est pour prévenir les falsifications : les débitants abonnés ne seront pas soumis demain à des investigations plus étendues que celles qui subsistent aujourd'hui. »

L'exercice est donc supprimé.

Il ne subsiste que pour les débits établis dans les communes où il n'existe pas de surveillance effective et permanente aux entrées.

Les débitants seront, en outre, soumis aux visites des employés de la Régie, quand une commune aura supprimé ses taxes et surveillance d'octroi, et quand les

barrières d'octroi ayant disparu, il n'y aura plus, soit du fait de la commune, soit du fait de l'Etat, surveillance effective et permanente à l'entrée.

Les agents sont autorisés à effectuer les vérifications et prélèvements nécessaires pour l'application des lois concernant les fraudes fiscales et les fraudes commerciales.

Ils ont le droit de constater par procès verbaux, les contraventions aux lois qui interdisent le mouillage, l'alcoolisation, etc., mais ils ne sont pas substitués pour la répression de ces fraudes aux Commissions locales de vérification.

En cas de soupçon de fraude, les agents conservent le droit de visite chez les simples particuliers. Pour eux, les garanties qui avaient été établies précédemment subsistent intégralement :

1^o Assistance d'un officier de police, juge de paix, maire, adjoint ou commissaire de police, transcription de la réquisition des agents en titre du procès-verbal ;

2^o Nécessité d'un ordre de visite préalable et spécial d'un employé supérieur du grade de contrôleur qui en rendra compte au directeur du département.

SECTION III

Droit d'entrée, de taxe unique, de remplacement aux entrées.

La loi de 1901 a également supprimé le droit d'entrée. D'après la définition de l'article 3 de la loi du 12 décembre 1830, c'était une taxe sur les boissons perçue dans toutes les villes ayant une population agglomérée de 4.000 âmes.

Il était exigible au moment de l'introduction des boissons dans la ville ou à l'enlèvement des entrepôts jouissant du crédit des droits.

Il s'ajoutait au droit de circulation et au droit de détail.

Ce droit était une lourde charge et était difficilement défendable. En effet, il ne frappait que les consommateurs habitant des villes de plus de 4.000 âmes et violait ainsi de la façon la plus flagrante le principe de l'égalité devant l'impôt ; de plus, le produit de cette taxe ne tombait pas dans la caisse municipale : la majeure partie allait dans les caisses de l'Etat.

Il en a été de même de la taxe unique qui était la conversion en une seule taxe du droit de détail et du droit d'entrée.

C'était une taxe établie dans les villes de 4.000 habitants sur la demande des Conseils municipaux, et qui était obligatoire dans les villes de plus de 10.000 âmes depuis la loi du 9 juin 1875.

Elle portait le nom de taxe de remplacement aux entrées dans la ville de Paris et de Lyon.

Elle avait l'avantage de supprimer l'exercice mais elle faisait payer ce rachat par le consommateur dont le seul désir est d'avoir du vin à bon marché.

SECTION IV

Droit de fabrication des bières.

Le régime applicable à la bière est tout différent de celui des autres boissons hygiéniques.

Tandis que celles-ci ne paient l'impôt que lorsqu'elles sont mises en circulation, la bière le paie à la fabri-

cation. Les vins, cidres, poirés, hydromels ne sont frappés par l'impôt que lorsqu'ils sont destinés à la consommation directe. Quand ils sont soumis à des ventes ultérieures, ils circulent sous le couvert d'un acquit à caution qui garantit le paiement des droits.

La bière, au contraire, paie l'impôt dès qu'elle est produite et quelle que soit sa destination.

Le système fiscal applicable à la bière date de l'ordonnance de 1625 et des lois du 25 novembre 1808 et du 28 avril 1816, mais il a été complètement modifié par la loi du 30 mai 1899.

Pourtant le principe est toujours le même paiement de la taxe à la fabrication.

Pourquoi cette différence dans notre système d'impôts sur les boissons?

Si nous examinons les législations étrangères qui régissent les bières, nous voyons que l'impôt est dû à la fabrication.

Pour expliquer cette différence de taxation entre la bière et les autres boissons hygiéniques, il faut se reporter à l'ancien droit.

La bière a d'abord payé les mêmes droits que les boissons, droits de gros, d'entrée de détail, etc... mais une ordonnance de 1625 l'assujettit à un droit de contrôle à la fabrication, et les dispositions de cette ordonnance sont passées dans la loi de 1808 et dans celle de 1816. Donc cette taxe de fabrication est un vestige de l'ancien droit.

De plus, lorsque l'impôt sur les vins fut rétabli, l'impôt était perçu à la fabrication. Les agents du fisc faisaient, après la récolte, un premier recensement des

quantités de vins qui se trouvaient chez les vigneron ; puis, l'année suivante, un deuxième recensement montrait les manquants, sur lesquels on percevait les droits. C'était le régime de l'inventaire.

Mais ce régime avait un grand inconvénient : il exigeait un grand nombre de fonctionnaires qui restaient inutilisés une grande partie de l'année.

Or, il n'en était pas de même de la bière. La production n'était pas très importante et, par conséquent, n'exigeait pas beaucoup d'agents, et comme la fabrication était continue, ils étaient toujours occupés, de sorte que la nécessité d'un changement ne se faisait pas sentir.

Si l'ordonnance de 1625 avait établi ce mode de taxation, c'est parce que la consommation de la bière n'était pas considérable, et surtout parce qu'étant consommée sur place, les impôts sur les boissons n'auraient pas été assez efficaces.

Donc l'impôt est dû à la fabrication.

Mais comme la fabrication de la bière est longue, à quel moment la matière travaillée est-elle imposable ?

D'après la Cour de cassation, l'impôt est dû dès la première opération de fabrication, même si elle est interrompue.

Que faut-il entendre par première opération ? Pour répondre à cette question, il faut examiner la préparation de la bière.

La bière est le liquide provenant de la partie sucrée de l'orge et amère du houblon avec une addition d'eau chaude et d'un ferment qui en développe le principe alcoolique.

L'orge moulue puis concassée prend le nom de malt.

Le malt est mélangé dans une cuve à de l'eau chaude. Puis on laisse infuser le mélange et on fait passer le liquide dans la chaudière où s'opère la cuisson. C'est à ce moment que le houblon est ajouté à l'infusion d'orge.

(C'est cette seconde phase de la fabrication qui a été choisie par la loi du 3 mai 1899 comme base de l'impôt.)

La cuisson terminée, la bière passe dans les bacs refroidisseurs, puis dans une cuve où elle fermente. La fabrication est alors terminée. On a ce qu'on appelle un brassin.

D'après la loi de 1816, le mode de perception était très simple. Le droit était dû à raison de la dimension des vaisseaux de cuisson. La bière forte payait 3 fr. 75 par hectolitre, et la petite bière 1 fr. 25.

A ce moment, la loi était juste : les opérations de brassage durant plus de 24 heures il était difficile de produire un brassin frauduleux, car le temps aurait manqué, mais depuis, grâce aux progrès de la science, la durée du brassin descendit de 24 heures à 10 heures, et comme l'exercice de la brasserie ne pouvait avoir lieu que pendant le jour, il était facile de produire un brassin frauduleux.

De plus, comme on ne tenait compte que de la dimension des chaudières et non de la richesse des moûts, il était facile d'ajouter de l'eau. On n'avait qu'à produire de la bière à un degré élevé et à la ramener à la densité normale par une adjonction d'eau.

Cette fraude, qui frustrait les intérêts du Trésor, fut encore aggravée par la loi de 1880, qui permettait l'emploi de glucose en franchise.

La loi était, avec le temps, devenue très défectueuse. La fraude était de 33 pour 100 des quantités imposées. Aussi, depuis 1889 propose-t-on des réformes.

M. Peytral eut le premier l'honneur de présenter un projet en ce sens. M. Rouvier, en 1891, la demanda de nouveau dans la discussion du budget. La Commission des finances le fit voter au Sénat en 1893, mais la Chambre l'écarta.

Ce n'est qu'en 1899 que la loi fut votée malgré l'opposition des brasseurs.

Cette loi a fixé le droit de fabrication à 50 centimes par degré-hectolitre de moût, c'est-à-dire par hectolitre de moût et par degré du densimètre au-dessus de 100 reconnu à la température de 15 degrés.

La nouvelle loi a abaissé ce droit de 50 à 25 centimes par degré-hectolitre. Le législateur a entendu ainsi assurer à cette boisson un dégrèvement à peu près équivalent à celui qu'obtiennent les autres boissons hygiéniques.

Pour faciliter la perception de l'impôt et la surveillance, le brasseur est soumis à certaines obligations en plus des obligations générales des commerçants en gros.

Il doit indiquer qu'il va produire un certain quantum de degrés-hectolitres susceptibles d'être taxés. Mais comme il ne peut faire une déclaration précise par suite des différences de température ou de changement dans les matières premières, la loi lui accorde une certaine latitude. Elle ne punit la production de degrés-hectolitres supérieure à celle déclarée que lorsque l'excédent dépasse le dixième.

Il doit encore déclarer le numéro et la contenance des cuves et chaudières, l'heure du commencement et de la fin des trempes, celle de la mise au feu et du déchargement de chaque chaudière : enfin si le fabricant fait usage de mélasse ou de glucose, le poids des produits employés.

La vérification des degrés-hectolitres devra s'opérer avant que la température n'ait eu le temps de baisser au-dessous de 60°. L'impôt peut être constaté depuis la rentrée des trempes dans les chaudières jusqu'au passage aux bacs.

Pour cela, il suffit de reconnaître la quantité de moût en ébullition. On prélève un échantillon, on le ramène à 15° et on le pèse au densimètre. Pour avoir le nombre de degrés-hectolitres, il ne reste qu'à multiplier le volume reconnu par le chiffre indiqué par le densimètre.

Afin d'éviter les fraudes, les agents peuvent exercer leur contrôle jour et nuit. C'est une dérogation qui a été apportée à la loi de 1816, la fabrication de la bière étant devenue, grâce aux progrès de la science, très rapide, les brasseurs pouvant en une nuit opérer un brassin.

D'après la loi de 1816, l'impôt sur la bière était dû quel que fût le sort réservé à la boisson, fût-elle même exportée.

L'art. 107 dit en effet : « Il sera perçu à la fabrication un droit de..... » Cet état de choses aurait pu porter un grave préjudice aux intérêts de la brasserie en fermant ainsi à nos produits le marché étranger, les bières françaises ne pouvant pas, par suite de leur droit intérieur, faire concurrence aux bières étrangères protégées en

outre par des droits de douane. Aussi la loi du 23 février 1820 apporta-t-elle une dérogation au droit existant : « Le droit de fabrication sera restitué sur les bières qui seront expédiées à l'étranger. » (Art. 4.)

La loi de 1899 est encore plus explicite. « Le droit de fabrication est remboursé à raison de 50 centimes par degré-hectolitre. »

A une époque où il est question de supprimer les bouilleurs de cru, la loi crée une nouvelle catégorie de personnes exemptes de l'impôt les brasseurs de cru :

L'article 11 de la loi de 1899 dispose que les propriétaires et fermiers peuvent, sans payer d'impôt, fabriquer de la bière exclusivement destinée à la consommation familiale, à condition de n'employer que des matières premières provenant de leur récolte, de faire une déclaration pour chaque brassin et de se servir de chaudières d'une contenance inférieure à 5 hectolitres. Quoique critiquée par les brasseurs de profession, cette franchise n'a pas l'importance qu'on lui attachait, car elle n'est presque pas mise à profit par ses bénéficiaires.

CHAPITRE II

Surtaxe de l'alcool.

Le dégrèvement des boissons hygiéniques ayant créé un déficit de 125 millions, il s'agissait de le combler.

Pour cela, la loi nouvelle a augmenté les taxes sur l'alcool et le taux des licences.

Cette augmentation des droits sur l'alcool a été la pierre d'achoppement de tous les projets de lois présentés. Elle a été discutée bien des fois au Parlement.

En 1881, la Commission d'enquête sur le régime des boissons concluait, dans son rapport du 2 juin, à l'élévation de ce droit jusqu'à 220 francs par hectolitre d'alcool pur, soit 40 o/o du tarif.

En 1885, la Chambre prenait en considération un amendement de M. Germain le portant à 250 francs.

En 1886, M. Carnot proposait le taux de 215 francs : en 1888, M. Tirard celui de 160 francs et la Commission parlementaire des boissons celui de 200 francs.

Dans le projet de budget de 1891, M. Rouvier le portait à 215 francs. Ce droit figurait dans le projet de budget de 1893, à raison de 190 francs, et la Commission du budget l'élevait à 240 francs.

Dans le projet de loi concernant la réforme du régime des boissons, adopté par la Chambre des députés le 6 Juillet 1895, le droit de consommation était fixé à 275 francs, et dans celui voté par le Sénat le 12 novembre 1896, à 205 francs.

Mais tous ces projets avaient échoué parce qu'on craignait une diminution dans la consommation et une augmentation des fraudes.

Et pourtant, ce n'est pas la première surtaxe qui a été imposée à l'alcool. Les précédents historiques prouvent l'inanité de cette crainte.

En 1855, les droits ont été élevés de 45 0/0, et pourtant, la consommation a augmenté.

De même, en 1860, on constata d'abord une baisse assez considérable, qui cessa peu après.

On oppose l'exemple des Etats-Unis où, en 1864, la surtaxe des alcools causa une diminution de 22 millions pendant cinq ans. Mais ce déficit ne prouve rien, car tous les alcools, même les alcools d'industrie, avaient été surtaxés.

Il est certain que la diminution de la consommation de l'alcool devait se produire. Plusieurs causes y contribuaient :

D'abord l'augmentation des prix de vente éloignera les consommateurs.

Mais la consommation des cafés ne diminuera pas.

Une augmentation de 5 centimes par verre n'arrêtera pas le client de ces établissements.

De même, celui qui achète par hasard une bouteille d'alcool ne fera pas attention à un supplément de 50 ou 60 centimes.

Il n'y a donc que la consommation du débit qui diminuera. Car le débitant ne peut pas augmenter le prix du verre, ni en diminuer la capacité. Il ne peut qu'abaisser le degré, et encore jusqu'à une certaine limite.

Donc cette consommation diminuera, car l'ouvrier, consommateur habituel, est limité par son salaire. Il est vrai que ce sera un bien au point de vue hygiénique, mais il n'en est pas moins vrai que le Trésor y perdra plusieurs millions.

Le développement de la consommation des boissons hygiéniques aura une répercussion forcée sur celle de l'alcool, mais cette dépression se serait produite avec le tarif actuel.

La plus grande cause est la fraude, qui sera encouragée par le supplément de bénéfice, mais des pénalités rigoureuses pourraient la limiter.

Du reste, pour répondre aux critiques dirigées contre le chiffre trop élevé de l'impôt, nous n'avons qu'à examiner les législations fiscales de l'alcool des pays étrangers, et nous constaterons que partout l'impôt est plus élevé que chez nous.

En Angleterre, elle est de 477 francs; en Russie, de 455 francs; aux Etats-Unis, de 255 francs; en Norvège, de 252 francs; en Hollande, de 229 francs.

Le projet déposé par le Gouvernement, en novembre 1899, proposait d'élever la taxe de consommation de

156 fr. 25 à 220 francs, soit une augmentation de 63 fr. 75.

La production de l'alcool est de 2.100.000 hectolitres, mais cette production ne représente pas la quantité imposable. Il faut en retrancher au moins 500.000 hectolitres, qui sont dénaturés ou exportés en franchise, de sorte qu'il n'en reste que 1.600.000 hectolitres à imposer. Cette quantité, soumise à la surtaxe de 63 fr. 75, devait produire, d'après le projet, un excédent de 97 millions.

Après de nombreuses discussions à la Chambre, cette surtaxe a enfin été votée.

Donc, le droit de consommation est actuellement de 220 francs. Il porte sur tout alcool destiné à la consommation (1).

L'alcool employé à des usages commerciaux est assujetti à la dénaturation, dont nous parlerons plus loin.

A ce droit de 220 francs s'ajoute le droit d'entrée qui a été maintenu par la nouvelle loi, mais qui n'a pas

(1) Une vive discussion s'engagea devant la Chambre, au sujet d'un amendement de M. Lauraine et ses collègues, défendant de surtaxer les eaux-de-vie de vin ou de fruits fabriquées par le producteur bouilleur de cru, sous des conditions d'authenticité et d'identité, de même que les eaux-de-vie provenant d'alcool épurés et rectifiés.

M. le Ministre des finances fit remarquer le péril des distinctions qu'on cherchait à établir entre les eaux-de-vie naturelles et les eaux-de-vie industrielles, la difficulté de reconnaître autrement que par l'exercice chez le producteur, l'authenticité d'une eau-de-vie naturelle, l'impossibilité d'empêcher le coupage des eaux-de-vie par les eaux-de-vie industrielles; enfin, le Ministre insista sur le déficit qu'entraînerait dans ses prévisions budgétaires le budget de cet amendement, et il fut rejeté.

plus de raison d'être que le droit d'entrée sur les boissons hygiéniques.

Sont soumises à ce droit de consommation, toutes les boissons ayant pour base l'alcool, eaux-de-vie, esprits, ou liqueurs composées d'esprits ou d'eaux-de-vie.

Ce droit est perçu à raison de l'alcool pur contenu dans ces liquides. C'est donc sur le degré alcoolique. Avant la loi de 1872, c'était sur le volume.

Comme aucun impôt n'est plus sujet à la fraude que celui qui frappe les boissons, il importait, pour assurer son recouvrement, que la Régie soit mise en mesure de suivre tous les mouvements de sa matière imposable, depuis sa sortie de chez le producteur jusqu'au moment où elle est rendue à destination.

C'est pourquoi aucun enlèvement ni transport de boissons ne peut être fait sans déclaration préalable de l'expéditeur ou de l'acheteur, et sans que le conducteur soit muni d'un congé, d'un acquit à caution ou d'un passavant. (Art. 6, loi du 28 avril 1816.)

En ce qui concerne l'alcool, aucune exception n'est prévue.

Cependant, l'Administration tolère le transport sans expédition de petites quantités de spiritueux.

Dans les villes, la libre circulation est autorisée, jusqu'à concurrence de deux litres (circulaire du 11 août 1888), lorsque les boissons alcooliques proviennent d'un débit ou du domicile d'un simple particulier. Quand elles proviennent d'un entrepôt, elles doivent être accompagnées d'une expédition.

Dans les campagnes, il faut toujours une expédition,

car les bouilleurs de cru auraient pu écouler trop facilement leurs produits en fraude.

De même, les échantillons circulent en franchise lorsqu'ils sont renfermés dans des flacons ne dépassant pas dix centilitres, et que la quantité totale n'est pas supérieure à un litre. (Circulaire du 31 juillet 1882.)

Enfin, sont soustraits à toute formalité de transport les produits pharmaceutiques à base d'alcool, ayant un caractère exclusif de médicament.

Les titres de mouvement généralement employés sont, comme pour les boissons hygiéniques, l'acquit à caution et le congé ; mais, dans certains cas, il est fait usage de bulletins d'entrepôt, de passavants, de vignettes.

L'acquit à caution est une expédition délivrée pour le transport des boissons dont les droits n'ont pas été acquittés au moment de l'enlèvement.

L'expéditeur est solidairement responsable, avec la caution, de l'arrivée des boissons à la destination déclarée, et dans le délai imparti. Son obligation prend fin lorsque la régularité du transport a été constatée par le service de la Régie du lieu d'arrivée. Cette constatation forme ce qu'on appelle la décharge de l'acquit à caution : elle résulte d'un certificat remis par les employés aux parties intéressées, après vérification des boissons. (Loi du 28 février 1872, art. 3, alin. 2.)

L'acquit à caution est employé quand le destinataire jouit du crédit des droits sur les boissons qu'il reçoit, en qualité d'entrepoteur ou de bouilleur de cru (loi du 28 avril 1815, art. 37 et 90), de marchands en gros, de distillateur (loi du 25 mars 1817, art. 82), de débitant.

Les boissons que les marchands en gros destinent au commerce, n'étant pas libérées des droits, sont placées sous la main de la Régie.

Elle leur ouvre un compte d'entrée et de sortie à l'effet de suivre le mouvement ultérieur de leurs magasins, les charges sont établies d'après les acquits à caution qui doivent être représentés aux employés, sous peine de saisie, lors des recensements.

Le compte est déchargé des quantités régulièrement expédiées à l'aide de titres de Régie.

La situation des marchands en gros à l'égard de l'impôt résulte de la comparaison des écritures tenues par les employés, avec les quantités existant réellement en magasin. La constatation de ces quantités est faite par les recensements trimestriels. La Régie peut, d'ailleurs, se livrer, en cours de trimestre, à toutes les vérifications qu'il lui plaît. Les marchands en gros doivent toujours être en mesure de déférer immédiatement aux réquisitions qui leur sont adressées à cet effet.

Avant la nouvelle loi, ils étaient obligés de prêter aux employés un concours actif; ils devaient mettre à leur disposition les instruments et le personnel nécessaires aux vérifications. Depuis il n'en est plus ainsi, le Ministre ayant renoncé à cette prescription.

Les assujettis doivent déclarer, au cours des recensements, les espèces et quantités de boissons existant dans les fûts. Il est accordé sur ces déclarations une tolérance de 5 pour 100, c'est-à-dire que les quantités reconnues en plus sont simplement ajoutées aux charges et que les quantités trouvées en moins sont retranchées, le tout sans procès-verbal.

La balance des entrées et des sorties du compte de régie donne la quantité qui devrait rester en magasin, mais il se produit toujours une déperdition plus ou moins considérable due à l'évaporation, au coulage, au soutirage, aux transvasements,

Aussi on en tient compte aux marchands en gros. Il leur est accordé une exonération d'impôt sur les manquants. Le décret du 4 décembre 1872 l'avait fixé à 7 pour 100 pour les alcools et les liqueurs. La loi du 16 décembre 1877 l'a fixée à 3 pour 100 pour les alcools contenus dans les récipients en verre, en fer, en grès et à 7 pour 100 pour les spiritueux logés dans les récipients en bois.

Les quantités reconnues manquantes en sus de la déduction sont passibles des droits (art. 7, loi 1900).

Les vins, cidres, poirés et hydromels sont frappés du droit de circulation et s'il y a lieu des taxes d'octroi.

Les alcools sont soumis au droit de consommation augmenté des droits d'entrée et d'octroi.

Si en raison des déperditions qui peuvent se produire des manquants peuvent constituer un fait normal, il ne peut pas en être de même des excédents, car ces excédents révèlent une fabrication clandestine, ou une introduction frauduleuse d'alcool. C'est pourquoi ces excédents sont saisissables et donnent lieu à un procès-verbal (art. 8, § 2).

En ce qui concerne les débitants, la nouvelle loi stipule que, pour ceux qui sont établis dans les communes où il n'existe pas de surveillance effective et permanente aux entrées, il est tenu le même compte de spiritueux que

pour les marchands en gros. Les actes de recensement seront dressés de la même manière.

Mais il n'y aura pas de déduction puisque ce compte s'applique à des quantités libérées des droits.

Les manquants doivent être ajoutés aux sorties, mais les excédents sont toujours saisissables pour les mêmes raisons que pour les marchands en gros.

C'est l'acquit à caution qui garantit le mieux le Trésor contre les manœuvres de fraude.

Aussi la loi de 1900 impose-t-elle la formalité de l'acquit à tous les transports à destination des consommateurs des villes d'une population agglomérée de 4.000 habitants et au-dessus et, en outre, à destination de ceux domiciliés dans les localités où il existe des taxes d'octroi sur les spiritueux (art. 3, § 1^{er}).

Ces consommateurs devaient auparavant se munir d'un congé.

Actuellement, les congés ne peuvent être employés que pour les envois de spiritueux à destination des consommateurs établis dans les localités non sujettes au droit d'entrée, et n'ayant pas de taxes d'octroi sur l'alcool.

Aux termes de l'article 22 du décret du 17 mars 1852, les soumissionnaires d'acquit à caution s'obligent à payer à défaut de justification de la décharge le double du droit de circulation.

L'action de la Régie pour le recouvrement de ces droits doit être intentée dans un délai de quatre mois, à partir de l'expiration du délai fixé pour le transport sous peine de déchéance (loi 21 juin 1873, art. 8).

Aux termes du deuxième paragraphe de l'article 3,

les acquits à caution accompagnant des spiritueux pourront être recommandés moyennant le paiement d'un droit supplémentaire de 50 centimes par expédition. Dans ce cas, la responsabilité du soumissionnaire ne demeurera engagée que pendant un délai de quarante jours après l'expiration du délai fixé pour le transport.

A la Chambre, M. Delanne avait proposé, par voie d'amendement, de réduire ce délai pour les acquits recommandés à dix jours : mais le Ministre des finances objecta qu'un délai aussi compliqué de l'apurement des acquits, amènerait pour le Trésor une augmentation des frais de poursuite et comporterait un personnel plus nombreux et l'amendement fut repoussé.

A quel moment doit être perçu le droit de consommation ?

Les droits sur les spiritueux expédiés sous acquit à caution sont exigibles :

a) Dans les localités ayant une population agglomérée de 4.000 habitants et au-dessus ou pourvues d'un octroi, au moment de l'introduction ;

b) Partout ailleurs, dans les quinze jours qui suivront l'expiration du délai fixé pour le transport.

Toutefois, de même que pour les vins, cidres, poirés, etc., les débitants qui vendent accidentellement des boissons les jours de fête ou de foire devront acquitter les droits immédiatement.

Quant aux alcools accompagnés d'un congé, les droits doivent être payés immédiatement.

Nous allons examiner les dispositions auxquelles sont assujettis les producteurs de matière imposable, bouilleurs et distillateurs.

M. Bertrand, directeur des Contributions indirectes, définit ainsi les bouilleurs et distillateurs : « Ce sont ceux qui distillent le produit des récoltes et matières d'autrui, soit qu'ils fassent cette distillation pour le compte des propriétaires, mais en dehors du domicile de ceux-ci, soit qu'ils distillent pour leur propre compte les matières qu'ils ont achetées. »

Les bouilleurs sont les industriels qui distillent les vins, cidres, poirés ou fruits ; les distillateurs ceux qui travaillent d'autres matières susceptibles de produire de l'alcool.

Les distilleries se divisent en deux catégories : les distilleries industrielles et les distilleries agricoles.

Les distilleries industrielles sont celles qui rectifient, soit des flegmes, soit des esprits imparfaits fabriqués dans d'autres établissements ou qui mettant en œuvre des matières autres que les vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits, obtiennent par simple distillation ou par des opérations de rectification, des produits propres à être livrés directement à la consommation (règlement du 18 septembre 1879, art. 1^{er}).

Les distilleries agricoles, mettent en œuvre les mêmes matières, mais ne reçoivent pas d'alcool du dehors et ne produisent que des flegmes qui doivent être expédiés en totalité chez les rectificateurs.

Les bouilleurs et distillateurs sont soumis à certaines obligations en vue de faciliter le contrôle de leurs opérations : déclaration de profession quinze jours avant le commencement des travaux, déclaration du nombre et de la capacité des appareils, obligation de se soumettre aux exercices. L'exercice est permanent.

Le paiement des droits est différé, grâce à la faculté d'entrepôt, mais l'alcool, dès son apparition, est muni avec la prise en charge au portatif, d'un véritable état civil qui, désormais, doit le suivre partout et indiquer sa situation au point de vue du Trésor.

Aux termes de l'article 12 du règlement du 15 avril 1881, les boissons autres que les spiritueux introduites sous acquits à caution ou fabriquées dans les distilleries, sont prises en charge comme matières premières.

L'article 9 de la nouvelle loi dispose que désormais la prise en charge de ces boissons s'opérera à la fois pour leur volume et pour la quantité d'alcool pur qu'elles renferment.

Comme conséquence de cette disposition, les distillateurs qui produisent sur place des vins, cidres et poirés, devront indiquer le degré alcoolique des boissons fabriquées, et la quantité d'alcool pur correspondant au volume et au degré.

Quant aux boissons reçues de l'extérieur, elles seront accompagnées d'acquits à caution énonçant seulement leur nature et leur volume. Le distillateur devra satisfaire aux prescriptions de la nouvelle loi, en indiquant à la recette buraliste, lorsqu'il s'y présentera pour déclarer l'arrivée, leur richesse alcoolique et la quantité d'alcool qu'elles renferment.

Les manquants d'alcool que les inventaires feront apparaître au delà de la déduction réglementaire, seront frappés du droit de consommation.

Aux termes du paragraphe 2^e de l'article 9, « nul ne peut, en vue de la distillation, préparer des macérations de grains, de matières farineuses ou amylacées, ou met-

tre en fermentation des matières sucrées, ni procéder à aucune opération chimique, ayant pour conséquence directe ou indirecte, une production d'alcool sans en avoir préalablement fait la déclaration au bureau de la Régie ».

Ce paragraphe a pour but :

1° De faciliter la répression des distillations clandestines, de grains de melasses, de betteraves et d'autres substances analogues ;

2° D'assujettir à la déclaration la production de l'alcool par des procédés chimiques, qui n'avait encore été visée par aucun texte.

Aujourd'hui, pour atteindre les distilleries clandestines, il faut que le service constate le fait même de la distillation. Or, c'est une condition presque impossible à remplir si le fraudeur a soin de ne distiller que pendant la nuit, aux heures où les employés ne peuvent s'introduire dans leur domicile, même en se faisant accompagner par un officier de police.

L'obligation de déclarer les opérations préliminaires de la distillation, rendra la répression plus facile.

La disposition ci-dessus permettra également d'atteindre la production de l'alcool au moyen de procédés chimiques qui, jusqu'à présent, a été limitée aux expériences de laboratoire.

Le paragraphe 3° dit que « des décrets en forme de règlements d'administration publique détermineront, suivant la nature des industries, le délai dans lequel cette déclaration devra être effectuée ».

Ces délais ont été déterminés par le décret du 23 janvier 1901 :

Article 1^{er}. — Toute personne qui, en vue de la distillation, prépare des macérations de grains, de matières farineuses ou amylacées, met en fermentation des matières sucrées, ou procède à des opérations chimiques ayant pour conséquence directe ou indirecte une production d'alcool, est tenue de faire une déclaration de son industrie à la recette buraliste des contributions indirectes, quinze jours au moins avant le commencement de la première opération de chaque campagne de fabrication. La campagne s'ouvre le 1^{er} octobre de chaque année et prend fin le 30 septembre suivant.

Article 2. — Chaque opération de macération de grains, de matières farineuses ou amylacées, ou de mise en fermentation de matières sucrées, qui devra être effectuée en vue de la distillation pendant la campagne, sera déclarée :

a) Au moins deux heures à l'avance, dans les distilleries régies par le règlement A du 18 septembre 1879 ;

b) Au moins six heures à l'avance dans les distilleries régies par le règlement A *bis* du 19 septembre 1879 ;

c) Au moins douze heures à l'avance partout ailleurs.

Article 3. — Chaque opération effectuée pendant la campagne en vue de la production directe ou indirecte de l'alcool, par des opérations chimiques sera déclarée :

a) Au moins deux heures à l'avance, dans les distilleries régies par le règlement A du 18 septembre 1879 ;

b) Au moins vingt-quatre heures à l'avance partout ailleurs.

Le résultat de l'augmentation des taxes sur l'alcool a été une diminution dans la consommation, et, partant de là, un déficit considérable dans le budget.

L'ensemble des six premiers mois de l'année donne les résultats suivants : évaluations 207 millions ; recettes, 173 millions, soit un déficit de 34 millions.

Les boissons comptent pour plus de moitié dans le déficit total du budget de cette année ; aussi la Commission du budget de 1902 a-t-elle demandé une réduction de 50 millions pour les alcools.

De plus, cette surtaxe constitue une invitation à la fraude. Il est certain qu'elle était déjà pratiquée largement avant la nouvelle loi, mais un bénéfice de 63 fr. 75 par hectolitre ne peut que l'encourager.

Nous croyons en outre, qu'il a peut-être été imprudent d'avoir demandé de nouvelles ressources à cet impôt, qui a toujours été considéré comme trésor de guerre.

SECTION II

Droit de fabrication sur les vins de raisins secs
et régime des vins de liqueur.

Le domaine fiscal de l'alcool s'est enrichi depuis quelques années aux dépens de celui des vins. Les lois du 6 avril 1897 et du 13 avril 1898, ont fait sortir les vins de raisins secs et les vins de liqueur du cidre, des

vins ordinaires et les ont placés sous le régime des alcools, sauf quelques différences tirées de leur nature propre.

La loi du 6 avril 1897 (art. 1^{er}) dispose que la fabrication industrielle, la circulation et la vente des vins de raisins secs, sont exclues du régime fiscal des vins et soumises aux droits et régime de l'alcool pour la richesse totale acquise ou en puissance.

Les raisins secs à boisson ne peuvent circuler qu'en vertu d'acquits à caution garantissant le paiement du droit général de consommation à raison de 30 litres d'alcool par 100 kilogrammes s'ils sont à destination des fabricants, et le paiement des droits de circulation, à raison de 6 francs par 100 kilogrammes, s'ils sont à destination des particuliers pour leur consommation de famille.

À la circulation, suivant qu'ils sont expédiés avec paiements ou garanties des droits, les vins de raisins secs sont accompagnés de congés ou d'acquits à caution mentionnant le volume, le degré et la quantité d'alcool pur.

Le compte des fabricants de raisins secs est chargé : 1^o d'une quantité de vins correspondant à la quantité de raisins secs mise en œuvre, à raison de trois hectolitres de vin pour cent kilogrammes de raisins ; 2^o d'une quantité d'alcool correspondant à cette quantité de raisins à raison de trente litres d'alcool pur par cent kilogrammes de raisins.

Le compte est déchargé : 1^o des quantités de vins qui, après l'achèvement de la fabrication, sont passibles du droit de fabrication ; 2^o des quantités d'alcool pur qui,

après chaque fabrication, sont prises en charge au compte des produits achevés, des quantités d'alcool correspondant aux pertes et des manquants.

Les manquants donnent lieu au paiement : 1° de la taxe de fabrication de 1 franc par hectolitre en volume ; 2° du droit général de consommation et, s'il y a lieu, la taxe locale sur l'alcool à raison de 30 litres par 200 kilogrammes de raisins.

Les dispositions législatives applicables aux vins de liqueur ont subi une transformation tout aussi complète que la précédente.

Sous le régime antérieur à la loi du 13 avril 1898, on désignait sous le nom de vins alcoolisés les vins contenant une quantité d'alcool supérieure à 15° et inférieur à 22°. Ces vins formaient une catégorie spéciale soumise à un régime tenant à la fois de celui des vins et de celui des alcools. Ils payaient tous les droits propres au vin (circulation détail taxe unique et octroi) et supportaient en outre les doubles droits de consommation, d'entrée et d'octroi sur l'alcool au-dessus de 15°.

La loi de finances du 16 avril 1898 a modifié profondément ces tarifs assimilant dans une certaine mesure les vins alcoolisés aux spiritueux.

« Les vermouths, vins de liqueur sont, imposés pour leur force alcoolique totale avec un minimum de perception de 16° pour les vermouths, et de 15° pour les vins de liqueurs ; ils sont passibles des demi-droits de consommation, d'entrée et d'octroi jusqu'à 15°, et des droits pleins au-dessus de 15°. »

Sont assimilés aux vermouths, les apéritifs à base de vin, comme le byrrh, et aux vins de liqueur tous les

autres produits liquoreux, non exclusivement médicamenteux, dont le vin ou le moût de raisin constitue la base principale.

Le but du législateur, en opérant le transfert des vermouths et vins de liqueur au chapitre des alcools, a été surtout d'augmenter le rendement de ce dernier chapitre. Ce changement de régime doit donner une plus-value de 2 millions. Il est d'autant plus avantageux qu'avec la suppression du droit détail, ces vins en auraient profité.

Il est regrettable que cette loi de 1898 n'ait englobé les vins de Champagne dans ses prescriptions, car leur fabrication exige l'addition d'une certaine quantité d'alcool, et, comme ces vins sont achetés par la classe riche ou aisée, une imposition plus forte que pour les vins ordinaires n'en empêcherait pas la consommation.

CHAPITRE III

Augmentation des licences

La licence, qui n'est en réalité, qu'une seconde patente, atteint non seulement les négociants, mais encore les bouilleurs et distillateurs de profession (sauf à Paris, où la distillation des eaux-de-vie est interdite par l'article 10 de la loi du 1^{er} mai 1822), les colporteurs de boissons, les fabricants et les marchands en gros de vinaigre, les brasseurs de cidre.

Une modification importante a été apportée par la loi du 29 décembre 1900 dans le tarif et l'assiette des licences des marchands en gros et débitants de boissons, des brasseurs, des bouilleurs et distillateurs.

Dans leur ensemble, les tarifs sont notablement surélevés.

Afin de rendre cette aggravation moins lourde pour les petits commerçants, on a introduit, dans l'assiette de l'impôt, une certaine proportionnalité.

Par l'étude du tableau inséré dans l'article 1^{er} de la loi, on voit que ce but a été atteint, en ce qui concerne les débitants.

Le taux de la licence pour cette catégorie de redevables est déterminé non seulement d'après la population de localités où ils exercent, mais encore d'après la classe dans laquelle ils sont rangés au point de vue de l'imposition de la patente.

C'est le chiffre de la population municipale totale de la commune, abstraction faite de la population recensée à part qui doit être pris pour base de la fixation de la licence.

Dans les communes de plus de 4.000 habitants, cette règle s'applique aux débitants de la partie agglomérée. Pour les débitants installés hors de l'agglomération, la population non agglomérée à raison de laquelle la taxe doit être déterminée, s'obtient en défalquant de la population municipale totale de la commune, la population municipale agglomérée.

Le caractère de cet impôt n'a pas été modifié par la loi. Le classement, en vue de l'application de la licence, découle de celui qui leur est assigné, au point de vue de l'imposition à la patente. Cela, si les contribuables font exclusivement le commerce des boissons.

Mais il n'en est pas de même à l'égard de ceux pour lesquels la vente des boissons n'est que l'accessoire d'un commerce principal. (Art. 1^{er}, § 7.)

Pour ces débitants, qui sont imposés à la patente à raison de ce commerce principal, les contrôleurs des Contributions indirectes déterminent la classe correspondante à la patente dont ils seraient redevables pour le-

commerce des boissons s'ils n'exerçaient que cette seule profession.

Il y a donc un classement spécial à l'égard de ces commerçants, au point de vue de la licence qui pourra donner lieu à des contestations.

Il en est de même pour les propriétaires vendant exclusivement les boissons de leur cru et les autres commerçants de boissons qui ne seraient pas passibles de la patente. Ils sont, pour l'application de la licence, classés par assimilation d'après la nature de leurs opérations.

Dans ces deux cas, les réclamations auxquelles donnerait lieu le classement de la profession soumise à la licence sont présentées, instruites et jugées comme en matières de contributions directes. (Art. 1^{er}, §.)

Le taux de licence pour les débitants rangés dans le tableau A est ainsi fixé : (1)

CLASSES	DROIT DE LICENCE							
	PAR TRIMESTRE, EXIGIBLE DANS LES COMMUNES DE							
	500 habitants	501 à 1.000	1.001 à 4.000	4.001 à 10.000	10.001 à 20.000	20.001 à 50.000	50.001 à 100.000	100.000 et au-dessus
7 ^e et 8 ^e .	5 »	6 »	7 50	11 25	15 »	18 75	21 25	25 »
6 ^e	5 50	7 »	8 75	12 50	17 50	21 25	26 25	31 25
5 ^e	6 25	8 »	10 »	15 »	20 »	25 »	30 »	37 50
4 ^e	11 25	15 »	17 50	26 25	35 »	43 75	52 50	65 »
1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e .	18 75	25 »	30 »	45 »	60 »	75 »	90 »	112 50

Dans un autre tableau, le droit de licence est de 112 fr. 50.

(1) Voir circulaire des Contributions indirectes du 23 janvier 1901, indiquant les professions considérées comme comportant la vente des boissons.

Pour les négociants en gros, les bouilleurs, les distillateurs et les brasseurs, la taxe de licence a été rendue dans une certaine mesure proportionnelle, à l'importance de leurs opérations.

Les négociants en gros sont divisés en trois classes suivant que leurs ventes annuelles :

Ne dépassent pas 100 hectolitres d'alcool, ou 1.000 hectolitres de vin, ou 2.000 hectolitres de cidre ou de poiré ;

Sont comprises entre 101 et 250 hectolitres d'alcool ou entre 1.001 et 2.500 hectolitres de vin ou bien entre 2.001 et 5.000 hectolitres de cidre ou de poiré ;

Dépassent 250 hectolitres de vin ou 2.500 hectolitres de cidre ou de poiré.

Les tarifs de ces trois classes sont respectivement de 50 fr. 75 et 125 francs par trimestre.

Pour établir le montant des ventes annuelles, on compte, de l'arrêté de décembre à l'arrêté de décembre suivant.

L'alcool contenu dans les vins de liqueur doit entrer en ligne de compte pour la fixation de la licence, sans faire de distinction entre celui qui est frappé d'un demi-droit et celui qui est frappé du droit plein.

Pour les marchands en gros ayant commencé l'exercice de cette profession dans le courant d'une année, le classement dans l'une des trois catégories est déterminé par le chiffre des quantités vendues durant la période comprise entre l'ouverture de leur commerce et l'arrêté de décembre.

En ce qui concerne les négociants en gros dont le commerce n'est pas limité à une seule espèce de boisson,

il suffit que l'un des maxima indiqués plus haut soit franchi pour modifier le classement dans la catégorie supérieure. Ainsi un marchand en gros qui aurait vendu 1.100 hectolitres de vin et 70 hectolitres d'alcool devrait payer la licence afférente à la 2^e classe (75 francs par trimestre); celui qui aurait vendu 800 hectolitres de vin et 200 hectolitres d'alcool serait passible du tarif de la 1^{re} classe (125 francs par trimestre).

Pour les bouilleurs et les distillateurs, la loi a également trois tarifs gradués selon que leur production pendant l'année, comptée du 1^{er} janvier au 31 décembre, et quelle que soit la durée effective de leurs opérations,

Ne dépasse pas 50 hectolitres d'alcool;

Est comprise entre 51 et 150 hectolitres;

Dépasse 150 hectolitres.

La licence doit être déterminée d'après l'importance totale de la fabrication de l'alcool, sans distinction entre celles obtenues par la distillation des matières premières et celles provenant de la rectification des produits imparfaits tirés du dehors.

Les tarifs de ces trois classes sont fixés à 10, 15 et 30 francs par trimestre.

A l'égard des brasseurs, on a pris pour base de taxation le nombre de brassins fabriqués pendant l'année.

Le taux de la licence par trimestre est de 37 fr. 50 pour ceux qui ne brassent pas plus de douze fois par an ;

De 62 fr. 50 pour ceux qui brassent plus de cinquante fois ;

De 125 francs pour ceux qui brassent plus de cinquante fois.

Pour ces différentes catégories de redevables, ce sont les résultats de l'année à laquelle s'applique la licence qui déterminent la quotité du tarif, mais comme la base de la tarification est incertaine, l'Administration opère souvent le classement d'après des présomptions basées sur le résultat des années antérieures : mais, s'il y a des réclamations, elle applique le plus bas, sauf rappel dans le cas où la limite viendrait à être dépassée.

Jusqu'à présent, les commerçants de Paris n'étaient pas soumis à la licence.

La loi nouvelle dispose que les commerçants de cette ville qui exercent le commerce de vins en gros ou en détail doivent faire une déclaration.

A défaut de déclaration par le contribuable, l'Administration, sans être tenue de recourir aux poursuites correctionnelles prévues par l'article 171 de la loi du 28 avril 1816, aura la faculté d'imposer d'office la licence à toute personne inscrite au rôle des patentes pour une profession impliquant le commerce des boissons. Dans ce cas, l'imposition aura lieu au moyen de l'émission d'un rôle rendu exécutoire par le préfet, et les contestations seront présentées, instruites et jugées comme en matière de contributions directes ; elles seront recevables pendant trois mois à partir du jour du paiement du premier terme de licence de l'année.

Rien n'a été changé pour le calcul des licences municipales. Les maxima de ces licences continueront d'être calculés d'après les anciens tarifs (art. 1^{er} al. final).

Le but de cette augmentation du taux des licences est de combler le déficit causé par le dégrèvement des boissons hygiéniques. Elle doit produire 21 millions.

Mais l'application de ces nouvelles licences a soulevé de justes et vives protestations.

M. de Verninac l'avait prévu (1). « Cette modification n'est peut-être pas à l'abri de toute critique, et il n'est pas certain qu'à l'application elle ne présente quelque difficulté. Il sera d'ailleurs facile, après expérience, de modifier ou simplifier le tarif par un simple article de la loi des finances. »

La taxation n'a pas été faite d'une façon bien équitable.

En effet, pour le commerce des vins, le négociant vendant annuellement 2.501 hectolitres paie la licence de 1^{re} classe, soit 500 francs. Or, il y a de nombreuses maisons atteignant un chiffre d'affaires de 20 ou 50.000 hectolitres et pour lesquelles le chiffre de 2.500 hectolitres est une quantité négligeable. Et pourtant c'est ce chiffre qui a servi de base pour la plus haute classe des licences.

De même pour les spiritueux, l'on peut voir d'importantes maisons expédiant 20.000 hectolitres d'alcool pur qui ne sont imposées qu'à la même licence que le petit négociant n'en vendant que 251 hectolitres.

Autre anomalie : prenons un négociant vendant 2.000 hectolitres de vin et un liquoriste vendant 200 hectolitres d'alcool, chacun d'eux payera une licence de 300 francs ; unissons maintenant ces deux commerces, une seule licence sera due pour leur exploitation qui en exigeait deux précédemment.

(1) Rapport au Sénat.

La base de l'impôt des licences est donc mal établie et demande à être transformée.

Il eût fallu conserver l'ancien droit fixe perçu par les Contributions indirectes, et créer un impôt proportionnel sur les valeurs locatives. De cette façon, la proportionnalité serait assurée, car l'augmentation d'un commerce entraîne forcément l'agrandissement des locaux servant à son exploitation.

Ce dernier impôt pourrait d'ailleurs être perçu par les contributions directes, concurremment avec celui des patentes sans travail supplémentaire pour cette administration.

Voyons maintenant si la loi a frappé plus justement les détaillants :

Auparavant, les débitants des campagnes étaient exercés ou payaient un droit d'abonnement variant environ de 70 à 500 francs. La loi a supprimé l'exercice ou tout au moins l'a rendu plus libéral, et remplace l'abonnement par une licence qui constitue une différence sensible en faveur de ces débitants, ceux des villes étant seuls surchargés. Cependant, il existe des débitants vendant plus dans les petites communes que d'autres dans les grandes villes.

Cet inconvénient disparaîtrait si, comme dans le commerce de gros, l'impôt des licences de détail comportait un droit fixe de 50 francs par exemple et un droit proportionnel sur les valeurs locatives.

On pourrait objecter à ce système de frapper injustement les débitants vendant peu de boissons et dont la profession exige pourtant des locaux spacieux. Pour y remédier, il n'y faudrait, dans l'estimation de la valeur

locative impossible, que comprendre le local servant au débit des boissons, la salle du restaurant, par exemple, pour un hôtel.

Ce droit proportionnel équivaldrait au plus juste classement possible.

Si les taux des licences pour les marchands en gros et détaillants ne sont pas établis d'une manière équitable, qu'est-ce à côté des taux des licences des brasseurs?

La loi établit trois catégories. C'est tout à fait insuffisant en raison de la variation qui existe entre l'importance des brasseries.

D'abord, puisque l'Administration possède le chiffre exact de la fabrication de chaque brasseur pourquoi n'a-t-il pas établi les chiffres d'après les chiffres de fabrication au lieu d'avoir pris pour base un nombre déterminé de brasseries? Quand on envisage cette façon de procéder, on se demande comment une pareille idée a pu germer dans le cerveau du législateur.

Il est bien évident qu'un petit brasseur ne fabriquant que 1.500 ou 2.000 hectolitres de bière annuellement ne peut pas brasser dans des chaudières de grande capacité, comme les brasseries qui ont une fabrication de 40 ou 50.000 hectolitres.

Pour la conservation du levain et pour échelonner la fabrication d'une manière raisonnée un petit brasseur est obligé de travailler avec de petites chaudières de manière à renouveler ses brassins assez souvent, et tout en ne dépassant pas 1.500 ou 2.000 hectolitres par an, fera plus de 50 brassins.

Par conséquent, le petit brasseur dont la fabrication

n'atteint pas 2.000 hectolitres paiera 500 francs de licence comme la brasserie qui fabrique 50.000 hectolitres.

Que sera pour ce brasseur une licence de 500 francs? C'est donc l'anéantissement de la petite brasserie par la grande.

Il eut été plus logique d'établir quatre ou cinq catégories :

Dans la première ont eut placé ceux qui ne fabriquent pas plus de	2.000 hectol.
Dans la 2 ^e , ceux qui fabriquent de. 2 à 5.000	—
Dans la 3 ^e — — — 5 à 15.000	—
Dans la 4 ^e — — — 15 à 50.000	—
Dans la 5 ^e — — — 50 et au-dessus.	

Aussi nous pensons que si le législateur veut apaiser toutes les rancunes que le système des licences a soulevées, il devra y apporter d'importantes modifications.

CHAPITRE IV

Bouilleurs de cru.

Les bouilleurs de cru, sont les propriétaires et fermiers qui distillent ou font distiller les vins, cidres, poirés, marcs, prunes et cerises provenant exclusivement de leur récolte. Ces producteurs sont dispensés de toute déclaration de fabrication et sont affranchis de l'exercice. Ils ne paient l'impôt que sur les quantités qu'ils livrent à la consommation. Ils sont exemptés de tout droit pour leur consommation personnelle sur le lieu de production.

Malgré les critiques dont ce privilège a été l'objet, la loi du 29 décembre 1900, ne l'a pas supprimé. Elle n'a fait que le règlementer.

Elle a classé les bouilleurs de cru en deux catégories, suivant qu'ils sont présumés en brûlant leur récolte exercer une véritable industrie, ou qu'ils ne produisent

que de très faibles quantités d'alcool à peine suffisantes, sauf dans les années de production exceptionnelle à leur consommation familiale.

C'est la nature et la capacité des appareils de distillation qui a servi à distinguer les bouilleurs de cru appelés à conserver leur privilège et ceux qui sont assujettis au régime des bouilleurs de profession.

D'après l'article 10 paragraphe 2, sont considérés comme bouilleurs de profession et soumis aux mêmes obligations, les bouilleurs de cru qui font usage :

D'alambics ordinaires d'une contenance totale supérieure à cinq hectolitres;

Ou d'appareils chauffés à la vapeur;

Ou d'appareils à marche continue pouvant distiller plus de 200 litres de liquide fermenté par vingt-quatre heures.

De plus sont soumis au régime des bouilleurs de profession les bouilleurs de cru qui dans les limites du rayon de franchise déterminé par le décret du 17 mars 1852 (canton de récolte et communes limitrophes), exercent par eux-mêmes ou par l'intermédiaire d'associés la profession de marchands en gros de boissons ou de débitants (art. 10, § 1^{er}).

Pour tous ces producteurs, il y a assimilation complète avec les bouilleurs de profession : toutefois il leur est accordé une allocation en franchise de 20 litres d'alcool pur par producteur et par an, pour consommation de famille.

Pour les autres, c'est-à-dire, les plus nombreux, mais qui n'ont que des appareils rudimentaires ou minuscules, ou qui emploient des alambics ambulants même d'une

contenance de plus de cinq hectolitres, ils conservent leur privilège intact. On n'exige aucune déclaration d'eux, si ce n'est lorsqu'ils sont propriétaires d'un alambic. En dehors de cette obligation, ils sont et restent absolument libre (art. 10, § 3). Telle est la distinction faite par la loi entre les différents bouilleurs de cru, et leur situation respective.

Mais des difficultés peuvent s'élever sur le sens des termes employés par l'article 10.

D'abord, que faut-il entendre par appareils ordinaires d'une contenance totale supérieure à cinq hectolitres ?

Faut-il faire entrer à la fois dans le calcul de la contenance, la cucurbite et le chapiteau ?

Le Ministre des finances a déclaré au Sénat (séance du 26 décembre 1900), que le service ne prendrait en règle générale, que la cucurbite, à moins qu'on ne donnât au chapiteau des dimensions exagérées dans le but d'accroître la capacité utilisable de l'appareil. Pour un alambic comportant plusieurs chaudières, on fera entrer dans le calcul de la contenance toutes les chaudières.

Plus difficile est de savoir ce qu'il faut entendre au juste par appareils à marche continue ?

Ce sont, dit la Régie, ceux qui s'alimentent par l'arrivée ininterrompue du liquide à distiller et n'ont pas besoin d'être rechargés (circulaire du 29 décembre 1900).

Malgré cette définition, des doutes peuvent subsister.

Il existe des appareils, qu'il est nécessaire de recharger, et qui sont cependant en réalité des alambics à

marche continue. Ainsi l'appareil à vases basculants pour la distillation des marcs.

Le marc à distiller est versé dans les trois ou quatre vases qui composent cet appareil, les couvercles sont fermés hermétiquement, et la vapeur produite par un générateur est introduite dans le fond de l'un des vases. Elle le traverse de bas en haut, en s'emparant de l'alcool et des autres produits qui constitueront l'eau-de-vie. Ces vapeurs sortant du premier vase sont conduites au bas du deuxième, puis du troisième.

De là, elles sont dirigées dans une colonne d'épuration, puis dans un désflegmateur, où les petites eaux sont condensées : ces petites eaux s'écoulent dans l'épurateur où elles se dépouillent et retombent de là dans le dernier vase.

Les vapeurs d'eau-de-vie continuent leur chemin vont se condenser et sont recueillies à l'éprouvette de sortie. Lorsque le degré baisse légèrement à l'éprouvette, le marc contenu dans le premier vase est épuisé ; on change alors la direction de la vapeur qu'on fait arriver directement dans le second vase. On décharge rapidement le premier vase en le basculant et on le remplit également très vite. Le couvercle remis, la vapeur alcoolique sortant des deux vases en fonction est amenée au fond du dernier chargé, et ainsi de suite alternativement pour chaque vase.

Il semblerait que cet appareil rentre dans la définition de la Régie, l'écoulement de l'eau-de-vie étant ininterrompue.

Mais heureusement, le *Journal des Contributions*

Indirectes du 26 février 1901, a donné la définition des alambics :

Les appareils à marche continue sont ceux susceptibles de fonctionner sans interruption nécessitée par le chargement ou le déchargement de la chaudière. Ce sont en général des appareils à colonne qui sont alimentés par une arrivée ininterrompue du liquide à distiller. Ce liquide vient, soit directement du foudre ou fût qui le renferme, soit plus souvent en passant par l'intermédiaire d'un réservoir qui joue le rôle de régulateur. Il n'y a pas à se préoccuper de savoir si ce bac est alimenté ou non d'une façon continue.

Il y aurait lieu de ranger également dans la catégorie des appareils à marche continue ceux qui ne seraient pas alimentés d'une façon ininterrompue, mais qui comporteraient plusieurs chaudières dont le chargement et le déchargement s'opéreraient alternativement, et d'une manière automatique, c'est-à-dire sans l'intervention du distillateur. Il est évident, en effet, qu'un appareil de ce genre pourrait fonctionner sans interruption.

Les appareils chauffés à la vapeur sont ceux dont le chauffage est effectué au moyen de vapeur d'eau fournie par un organe séparé du générateur de vapeur. Quand il s'agit de distiller un liquide le chauffage s'effectue généralement au moyen d'un serpentín ou d'un double fond dans lequel la vapeur est introduite. Pour la distillation des marcs, il existe dans le Midi des appareils chauffés à la vapeur mais qui ne comportent ni serpentín, ni double fond : la vapeur d'eau venant d'un générateur est introduite directement dans des vases appe-

lés calandres remplis de marcs qu'elle porte à la température voulue pour déterminer la vaporisation de l'alcool qu'ils contiennent.

Par alambics ordinaires, il faut entendre tous les alambics, à simples ou multiples chaudières, pouvant être chauffés à feu nu ou à bain-marie, soit par un fourneau unique, soit par plusieurs fourneaux. Il ne faut pas se méprendre sur la signification que comporte ici le mot « ordinaire ». Il n'implique pas l'idée d'un appareil primitif rudimentaire. Il est simplement employé dans la loi par opposition aux termes d'appareils à marche continue et d'appareils chauffés à la vapeur. Il englobe tous les appareils ne rentrant pas dans ces deux catégories quel que soit d'ailleurs leur degré de perfectionnement : il comprend donc des appareils munis d'organes divers, tels que chauffe-vin, rectificateur, etc., pourvu qu'ils ne soient ni chauffés à la vapeur, ni susceptibles d'un fonctionnement intermittent.

De ces définitions, il résulte que les propriétaires ont à leur disposition pour opérer la distillation de leurs produits sans perdre leur privilège de bouilleur de cru :

1° Les alambics discontinus d'une capacité inférieure à cinq hectolitres ;

2° Les alambics continus à colonne, transformés en alambics discontinus ;

3° Les alambics ambulants, même d'une capacité supérieure à 5 hectolitres, pourvu qu'ils ne soient pas chauffés à la vapeur et qu'ils soient discontinus, quoique

un jugement du Tribunal de Perpignan ait débouté la Régie qui avait assigné deux propriétaires qui avaient fait usage d'alambics ambulants à marche continue.

D'après l'article 10, paragraphe 2, les bouilleurs de cru qui se servent d'appareils à vapeur ou à marche continue sont assimilés à des bouilleurs de profession et perdent ainsi l'immunité dont ils bénéficiaient; ils ne conservent que le droit de franchise de 20 litres d'alcool pur.

Mais quid, s'ils viennent à faire distiller en dehors de leur domicile ?

Aux termes de l'article 90 de la loi du 28 avril 1816 « lorsqu'un bouilleur de cru veut transporter des eaux-de-vie fabriquées de la brûlerie dans une cave ou cellier qui en est séparé par la voie publique, il doit se munir d'un acquit à caution, lequel ne peut être déchargé qu'après acquittement du droit ou prise en charge au compte du bouilleur ».

Dans ces conditions, c'est la totalité de la production du bouilleur qui se trouverait soumise à l'impôt, et les récoltants ne pourraient bénéficier de l'allocation pour consommation familiale.

Mais le Ministre des finances a estimé qu'il y avait lieu, dans ce cas, d'user de tolérance à l'égard des intéressés, et d'atténuer ce que pourrait avoir de rigoureux l'application stricte de l'article 90 précité.

Il a admis que le fait de distiller hors du domicile n'aura pas pour résultat de faire perdre au récoltant le bénéfice de l'allocation de 20 litres accordée par l'article 10 de la loi du 29 décembre 1900.

A cet effet, l'acquit à caution délivré pour légitimer

le transport sera déchargé purement et simplement jusqu'à concurrence de 20 litres, le surplus étant seul soumis au paiement du droit.

Au cas où les récoltants réclameraient le crédit de l'impôt, les vingt litres leur seraient alloués en déduction sur la totalité qui serait alors prise en charge.

Autre question. — Le même article 10, dans le paragraphe 1^{er}, soumet au régime des bouilleurs de profession les bouilleurs de cru qui, dans le rayon déterminé, par l'article 20 du décret du 17 mars 1852, exercent par eux-mêmes ou par l'intermédiaire d'associés, la profession de débitant ou de marchand en gros de boissons.

Rien de plus juste, en effet, car il est très facile d'alimenter ces débits et ces entrepôts sans payer le droit de consommation.

Mais est-ce que la vente au détail, par un propriétaire, des produits de sa récolte, le place sous le coup des dispositions du paragraphe 1^{er}; en d'autres termes, si elle lui fait perdre la qualité de bouilleur de cru ?

En principe, le paragraphe 1^{er} de l'article 8 soumet explicitement à toutes les obligations des débitants les propriétaires récoltants qui désirent vendre au détail des boissons provenant de leur récolte, et parmi ces obligations figure celle de se placer, en cas de distillation, sous le régime des bouilleurs de profession.

Mais les prescriptions de l'article 10 s'appliquent spécialement aux marchands en gros et débitants ordinaires. Ceux-ci, en effet, auraient des facilités trop grandes pour écouler en fraude le produit des distillations faites à l'abri du privilège, et pour donner, en outre, à

ce privilège, une extension abusive en distillant des produits d'achat.

De pareilles craintes ne sont pas, du moins au même degré, justifiées à l'égard du débitant qui ne vend pas d'autres boissons que celles de sa récolte, si ce débitant se borne à vendre, à emporter des vins ou des cidres, à l'exclusion des spiritueux qu'il a fabriqués.

On peut donc admettre qu'il n'y a pas d'inconvénients sérieux à le laisser bénéficier des avantages du privilège, malgré sa qualité de débitant.

Mais ce n'est qu'une simple tolérance, qui serait supprimée en cas d'abus.

La nouvelle loi a donc maintenu leur privilège à la plupart des bouilleurs de cru.

Mais tout en le conservant, elle a pris ses dispositions pour réprimer toute fraude de leur part.

L'article 10 alinéa final est, en effet, très rigoureux : « Les bouilleurs de cru, convaincus d'avoir enlevé ou laissé enlever de chez eux des spiritueux sans expédition, ou avec une expédition inapplicable, indépendamment des peines principales dont ils sont passibles, perdront leur privilège et deviendront soumis au régime des bouilleurs de profession pour toute la durée de la campagne en cours et de la campagne suivante. »

Après avoir classé les bouilleurs de cru en deux catégories, la loi de 1900 s'est occupée d'en opérer la classification.

Pour cela, elle a prescrit la déclaration de tous les alambics à l'exception de ceux qui appartiennent aux contribuables munis d'une licence de bouilleur ou de distillateur.

« Tout détenteur d'appareils ou de portions d'appareils propres à la distillation d'eaux-de-vie ou d'esprits est tenu, dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi, de faire au bureau de la Régie une déclaration énonçant le nombre et la capacité de ces appareils. » (Art. 12.)

Cette déclaration permet aux agents de la Régie de connaître, non seulement les noms, qualités et domicile des détenteurs, mais encore le nombre, la nature et la capacité des appareils : rien de plus facile alors d'établir la liste des récoltants auxquels on doit conserver le privilège de bouilleurs de cru et de ceux auxquels on doit appliquer le régime des bouilleurs de profession.

Toujours en vue de prévenir les fraudes, la loi a imposé aux fabricants ou marchands d'appareils propres à la distillation l'obligation d'inscrire à un registre spécial, dont la présentation pourra être exigée par les employés des Contributions indirectes, les nom et demeure des personnes auxquelles ils auront livré, à quelque titre que ce soit, des appareils ou portions d'appareils. Ils devront, de plus, dans les quinze jours de la vente, faire connaître au bureau de la Régie de leur résidence le nom et le domicile des personnes à qui ces livraisons ont été faites. Cette dernière disposition est applicable même aux cessions faites par des particuliers non commerçants. (Art. 12, § 3.)

Ces prescriptions ont un caractère absolu. Quiconque est possesseur d'un appareil pouvant servir à la production d'eaux-de-vie doit en faire la déclaration. Le défaut de déclaration ou une déclaration inexacte constituerait

une contravention alors même que ces appareils n'auraient pas été mis en usage.

Toutefois, cette déclaration n'est imposée aux fabricants ou marchands que pour les appareils qu'ils vendent, et non pour ceux qu'ils ont en magasin.

Les déclarations sont reçues par les buralistes moyennant le paiement d'un droit de timbre de 10 centimes.

Mais cette déclaration est-elle exigée pour tous les appareils?

La loi ne faisant pas d'exception, on aurait pu croire qu'il en était ainsi, mais l'Administration estime que la déclaration n'est obligatoire que pour les chaudières, les chapitaux, les organes de rectification et d'analyse, les organes de condensation, les plateaux de distillation continue et les tronçons d'appareils à rectifier.

En sont dispensés les appareils dits « d'essai », tels les appareils de laboratoire en verre ou en cuivre qui ne sont propres qu'à effectuer des dosages.

De même les appareils dont la contenance n'excède pas un litre.

Mais la dispense ne saurait s'étendre aux petits appareils à marche continue qui, malgré des dimensions très restreintes, sont susceptibles de produire des quantités relativement importantes d'alcool.

La déclaration de possession, ainsi que celle de vente ou cession d'appareils, donne, à l'Administration, le moyen de connaître les détenteurs de ces instruments et lui permet de prévenir les fraudes de la part des bouilleurs de cru et d'exercer, d'une manière générale, son contrôle sur la production de l'alcool.

Pour rendre ce contrôle plus efficace et pour que les

agents puissent s'assurer, par un simple examen, si un appareil a été déclaré ou non, l'article 12, dans son dernier paragraphe, stipule que les appareils seront poinçonnés par les employés des Contributions indirectes, moyennant le paiement immédiat d'un droit de un franc.

Le poinçonnement consiste à imprimer horizontalement, au moyen de poinçons, sur les parties essentielles de l'appareil, deux numéros séparés par une marque spéciale de la Régie. Le premier de ces numéros sera celui occupé dans l'ordre alphabétique par le département où l'opération est effectuée. Le deuxième, qui sera indiqué par le chef départemental, sera le numéro sous lequel l'appareil aura été inscrit au répertoire des alambics tenu dans chaque direction.

Ainsi poinçonné l'alambic a un véritable état civil qui le distingue de tout autre.

La marque doit être apposée sur les endroits les plus apparents des parties essentielles de chaque alambic, chaudières, chapiteaux, serpentins, cols de cygne, etc.

En cas de remplacement de certaines parties de l'appareil, celles-ci devront être poinçonnées de nouveau sans frais, si aucune modification essentielle n'a été apportée à l'instrument. Dans le cas contraire, il y aurait lieu d'oblitérer les anciennes marques restantes et de procéder à un nouveau poinçonnement comme s'il s'agissait d'un alambic déclaré pour la première fois.

La nouvelle loi, dans le troisième paragraphe de l'article 10, permet aux producteurs de se servir des alambics ambulants.

Mais dans l'article 11 elle impose certaines obligations à ces loueurs d'alambics.

D'après le règlement du 15 avril 1881, tout distillateur ambulant qui exerce son industrie au domicile des bouilleurs de cru, était tenu de déclarer la mise en circulation de l'alambic et de se munir d'un permis indiquant la capacité de l'appareil, le jour où commençait et celui où finissait la mise en circulation de l'appareil ainsi que les communes dans lesquelles il devait être conduit.

La nouvelle loi, dans son article 11, l'oblige, en outre, à consigner dans un cahier-journal dont la remise lui est faite par la Régie, le jour, l'heure et le lieu où commence et s'achève chacune de ses distillations, les quantités et espèces de matières mises en œuvre par lui et leurs produits à la fin de chaque journée (art. 11). Ce carnet doit être représenté à toute réquisition des employés.

En cas de non accomplissement de ces dispositions, le permis de circulation cesse de produire ses effets et le loqueur ne peut en obtenir un nouveau avant un délai de six mois et d'un an en cas de récidive.

Ces mesures ont pour but de permettre à la Régie de s'assurer d'une part que les personnes qui ont utilisé des alambics ambulants réunissent bien toutes les conditions voulues pour bénéficier du privilège de bouilleur de cru et, d'autre part, qu'elles n'ont pas fabriqué des quantités d'alcool disproportionnées avec leur récolte.

De plus, les agents connaîtront par ces indications l'importance des quantités fabriquées, ce qui leur facilitera la surveillance.

Mais cette réglementation n'a aucun effet direct sur le propriétaire qui aura fait venir chez lui l'appareil, car les agents n'ont pas le droit de pénétrer chez les bouil-

leurs de cru pour contrôler le cahier-journal des bouilleurs ambulants (puisque, d'une part, les bouilleurs de cru ne sont pas soumis à l'exercice et que, d'autre part, l'alcool produit n'est pas soumis au droit de consommation, tant qu'il n'est pas mis en circulation).

La loi n'a donc pas supprimé le privilège des bouilleurs de cru ; elle s'est bornée à le réglementer.

Malgré cette réglementation et les pénalités rigoureuses édictées par l'article 14, paragraphe 2, pour la répression des contraventions à ces prescriptions, ce privilège n'en est pas moins une dérogation au droit commun qui ne peut s'expliquer que par des considérations étrangères à toute notion de droit et d'équité.

En effet, ce régime est en contradiction absolue avec le principe de l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt.

De plus, il donne toutes facilités à ceux qui en bénéficient pour écouler leurs produits en fraude.

Enfin, il favorise les distillations défectueuses et par suite la production d'eaux-de-vie nuisible à la santé.

Les défenseurs de ce privilège invoquent le droit de propriété.

La législation actuelle, disent-ils, ne fait que consacrer au profit des bouilleurs de cru l'exercice d'un droit naturel, le droit de propriété, qui doit être respecté dans toute son étendue, aussi bien lorsque le propriétaire transforme son marc de vin ou son vin en eau-de-vie, que lorsqu'il transforme son blé en farine.

Mais ce raisonnement est loin d'être juste. Si l'Etat se désintéresse des transformations que l'on peut faire subir au blé c'est que le blé ne paie pas d'impôt.

Il n'est plus de même de l'alcool ; il est soumis à une taxe et quand on dit que le cultivateur peut faire de ses produits ce que bon lui semble on fait abstraction du droit éventuel de l'Etat à la perception de la taxe.

De plus, si les bouilleurs de cru ne font qu'user d'un droit comment se fait-il que les producteurs de betteraves et de pommes de terre ne jouissent pas aussi de ce droit. Pourquoi sont-ils soumis à de nombreuses formalités et à une surveillance rigoureuse ?

Et les producteurs de tabac ?

On ne voit pas pourquoi ces différents producteurs ne seraient pas soumis aux mêmes règlements, pourquoi le fisc ne contrôlerait pas leurs opérations.

Il est certain que l'ingérence des agents des Contributions indirectes dans les opérations des bouilleurs de cru porterait atteinte à la liberté de l'agriculture. Mais cet argument perd toute sa valeur, puisque les producteurs de betteraves y sont bien soumis.

Quelle que soit la portée de ces objections elles ne résistent pas devant le principe général de notre droit financier : l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt.

Et c'est là l'argument capital contre le privilège des bouilleurs de cru.

On ne comprend pas, en effet, que la classe des producteurs relativement aisée ne paie pas d'impôt pour les alcools qu'elle consomme, tandis que l'ouvrier qui ne produit pas d'alcool est obligé d'en payer un pour celui qu'il consomme.

Ce serait revenir à l'époque de la féodalité s'il suffisait d'être riche pour ne pas payer d'impôt.

Tous les économistes demandent la suppression de ce privilège.

« Au nom de l'égalité devant l'impôt, disait M. Tirard, et afin de faire cesser dans l'intérêt du Trésor, comme dans l'intérêt du commerce, les fraudes que favorise le privilège des bouilleurs de cru, nous demandons que tous les producteurs d'alcools soient astreints aux mêmes obligations ». (1)

Il est certain que ce privilège lèse les intérêts du Trésor. En effet, si l'on évalue le nombre des bouilleurs de cru à 800.000, en supposant qu'ils ne fabriquent chacun que 20 litres d'alcool, cela fait, à 220 francs, l'hectolitre, plus de 40 millions.

Donc, il faut supprimer ce privilège, dit-on. Cet alcool ne sert qu'à alimenter les débits et d'autre part, fabriqué avec des appareils défectueux, il est très nuisible à la santé.

On s'appuie également sur la suppression de ce privilège en 1872, suppression qui avait donné de bons résultats, puisque la production, loin de diminuer, avait, au contraire augmenté, preuve que la loi n'avait pas supprimé l'industrie des bouilleurs, ni ruiné les petits propriétaires.

Mais il ne suffit pas de dire qu'il faut supprimer ce privilège, il faut savoir comment on percevra la taxe sur un nombre aussi considérable de producteurs.

La loi de 1900 a déjà fait quelque chose dans ce sens,

(1) V. séance du 13 novembre 1900. Chambre des Députés, page 2050 (*Journal off.*).

en obligeant les marchands et détenteurs d'appareils à faire une déclaration, et en divisant les bouilleurs en deux catégories.

En effet, la Régie arrive bien à connaître les bouilleurs de cru, mais elle ne sait pas quelle est leur production annuelle.

Pour ceux qu'elle assimile à des bouilleurs de profession, rien à dire puisqu'ils sont soumis au contrôle.

Pour ceux qui conservent complètement leur privilège, il y en a qui sont propriétaires d'appareils, et d'autres qui se servent d'alambics ambulants.

Pour les premiers, impossibilité de connaître la production. En ce qui concerne les seconds, le cahier-journal du loueur ambulant permet de la connaître, quoique pourtant il puisse y avoir fraude, le bouilleur ambulant s'entendant avec celui qui distille pour en déclarer une quantité inférieure à celle produite.

On a proposé, pour arriver à percevoir la taxe, qu'il faudrait obliger les propriétaires qui possèdent un alambic à déposer une des pièces principales à la mairie, et à faire une déclaration à la Régie, lorsqu'ils voudraient s'en servir. Les agents n'auraient qu'à sceller les appareils, réservoirs, etc., et l'eau-de-vie serait prise en charge par le propriétaire.

Quant à ceux qui ne possèdent pas d'alambic, on pourrait les obliger à se servir d'un alambic communal qui ne pourrait fonctionner qu'après déclaration à la Régie, et pour une quantité assez importante de matières premières.

Ce moyen semble, au premier abord, remplir tous les desiderata, mais si l'on réfléchit qu'il n'y a que deux

agents pour exercer la surveillance pour 15 ou 20 communes en moyenne, on voit qu'il est impossible de surveiller la fabrication, et à notre avis, ce n'est pas la suppression du privilège de bouilleur de cru qu'il faut demander, mais une peine de six mois à un an de prison pour tous ceux qui seront pris en flagrant délit.

CHAPITRE V

Monopole de l'Alcool

Depuis quelques années le monopole de l'alcool jouit d'une grande faveur. Les journaux et les revues l'ont vulgarisé. Il a fait l'objet de nombreux projets de loi à la Chambre et a même été voté dans la séance du 6 juillet 1895.

Une étude du régime fiscal de l'alcool serait incomplète, s'il n'y était fait une place.

Il a été présenté comme la meilleure solution que soulève la question de l'alcool. Il assurera, dit-on, le maximum des ressources que l'alcool est susceptible de fournir, car il supprimerait la fraude, puisque l'Etat aurait seul le droit de fabriquer et de vendre.

Certes, cet avantage n'est pas à négliger, mais le monopole a un grave inconvénient. Il est la paralysie de l'industrie d'un pays, la destruction de l'effort individuel,

toujours beaucoup plus actif et plus intelligent que l'initiative de l'Etat.

Les partisans du monopole de l'alcool se sont appuyés pour le soutenir sur l'existence du monopole dans d'autres pays.

D'autres pays que la France ont, en effet, songé au monopole de l'alcool pour faire face à leurs charges toujours croissantes.

L'Allemagne a essayé de l'établir, mais sans résultat. Il a été rejeté par le Reichstag par 181 voix contre 3, malgré l'intervention de M. de Bismarck.

En Suède et Norwège, le monopole n'a pas eu pour résultat l'accroissement des bénéfices du Trésor, mais l'extinction de l'alcoolisme.

En Russie, il a été supprimé en 1862 et rétabli en 1897 ; mais ce monopole se pose comme un remède à l'alcoolisme et non comme un moyen fiscal.

Un seul pays use du monopole d'une façon absolue, la Suisse. C'est un monopole à la fabrication et à la rectification appliquée à l'alcool d'industrie seulement, mais les résultats, loin de dépasser les espérances, ont été, au contraire, des plus médiocres.

L'exemple des pays étrangers n'est donc pas probant.

Mais le monopole, est-il possible en France, et est-il susceptible de donner un rendement supérieur au produit actuel de l'impôt?

D'après les différentes législations de l'Europe, nous avons vu que le monopole se présente sous trois formes différentes : 1^o monopole à la production ; 2^o monopole à la vente ; 3^o monopole à la rectification.

Un monopole qui comprend la fabrication et la vente

de toute la matière imposable est un monopole intégral. Nous possédons actuellement en France plusieurs impôts établis sous cette forme. Ce sont les monopoles du tabac, des poudres, des allumettes.

Un tel monopole de l'alcool est impossible à établir en France. En effet, ce monopole devrait porter sur toutes les catégories de la matière imposable et comprendre la vente de la marchandise.

Pour le tabac, le monopole est facile à réaliser. Les planteurs doivent obtenir une autorisation de l'Administration, avant de se livrer à la culture, et celle-ci est surveillée par l'Etat. La matière première est envoyée tout entière dans les Manufactures de l'Etat : aucune quantité n'est laissée à la disposition des planteurs, pas même pour leur consommation personnelle ; enfin, la vente en est faite par les préposés de l'Etat.

Mais il n'en est pas de même de l'alcool, il faudrait accaparer tous les produits susceptibles de produire de l'alcool. Ceci serait possible en Angleterre, où l'alcool de grain est presque le seul en usage. Mais il n'en est pas de même en France, où les sources de l'alcool sont innombrables, liquides fermentés, fruits, grains, pommes de terre, betteraves, etc. Il serait impossible de les accaparer. Il serait également impossible d'exercer une surveillance efficace, car il est facile de dissimuler les appareils nécessaires à la distillation.

De plus, il faudrait indemniser toutes les personnes dépouillées du droit de fabriquer et de vendre l'alcool et cette indemnité monterait à plusieurs centaines de millions.

Les frais de premier établissement et l'exploitation

seraient aussi considérables; achat et construction d'usines, salaires des ouvriers.

La vente de l'alcool serait ainsi loin de produire un bénéfice net, et quand bien même on élèverait ce prix de vente, l'Etat ne serait pas certain de recouvrer ses frais.

Pour défendre cette forme de monopole, on allègue que le monopole appliqué en Russie a donné de bons résultats.

Mais cet exemple ne prouve rien, car ce pays est placé dans des conditions économiques et politiques absolument différentes de celles de la France.

D'abord, une des grosses difficultés a été écartée. Aucune indemnité n'a été accordée aux commerçants dépossédés.

De plus, les sources de l'alcool sont moins nombreuses qu'en France. On ne distille presque que des céréales de betteraves et de pommes de terre.

La surveillance est facilitée, en outre, par ce fait que le nombre de producteurs d'alcool est très limité.

On voit donc que le monopole à la fabrication et à la vente est impraticable en France.

Mais les divers projets présentés jusqu'à ce jour, relativement à l'alcool, ne prévoient pas le monopole sous une forme aussi complète. Presque tous demandent le monopole de la rectification.

Tel celui présenté à la Chambre, en 1891, par M. Maujan, celui déposé en 1899 par M. Guillemet, ainsi que celui qui a été voté sur la proposition de M. Vallée, en 1895.

Celui qui, parmi tous, a exercé le plus grand mouvement d'opinion en faveur du monopole est celui de

M. Alglave, professeur de droit à la Faculté de Paris. Ce projet date de 1886.

Voilà l'organisation de ce monopole.

La production industrielle de l'alcool resterait libre. L'Etat offrirait aux distillateurs de leur acheter l'alcool dont il aurait besoin, sans en acheter à l'Etranger. Cet achat se ferait à prix minimum fixé par la loi, et sensiblement plus élevé que les prix actuels.

La Régie répartirait ses commandes entre les producteurs, proportionnellement à leur production.

Puis l'Etat, après avoir pris livraison des alcools, les rectifierait dans ses usines et les aromatiserait avec des bouquets de cognac, de rhum. Ensuite, cet alcool serait ramené à 40° et logé dans des bouteilles fiscales d'un litre, au maximum. Cette mise en bouteilles constituerait à la fois une preuve que l'alcool a été épuré et que l'impôt a été payé. La circulation ne pourrait plus avoir lieu qu'en petites quantités, ce qui paralyserait la fraude.

Pour la vente de l'alcool, l'Etat se servirait d'intermédiaires. Il choisirait des marchands en gros, par voie d'adjudication au rabais. Chaque entrepositaire serait le fournisseur d'une circonscription déterminée.

Les cabaretiers resteraient libres et pourraient vendre des liqueurs fines au prix qui leur conviendrait, mais ils devraient aussi avoir des eaux-de-vie de l'Etat et les vendre au prix de 10 centimes le petit verre ou 4 francs le litre. Ils recevraient une remise de 20 o/o, auraient le crédit des droits et ne devraient vendre qu'au comptant.

Les épiciers jouiraient également du crédit des droits et il leur serait fait une remise de 8 à 10 o/o.

Les alcools destinés à l'exportation devraient être logés dans des fûts plombés par la Régie, au départ, et vérifiés à la douane.

De même pour les alcools envoyés dans les fabriques de liqueurs. Quand le fabricant voudrait livrer ses produits il devrait se servir de la bouteille fiscale qu'il paierait 4 francs à l'Etat.

Quant aux bouilleurs de cru, ils continueraient à rester libres et à consommer en franchise leur récolte. Mais leur alcool ne pourrait circuler que dans des tonneaux plombés ou dans des bouteilles fiscales.

Donc, plus de fraude possible. L'employé du fisc n'a qu'à faire payer les bouteilles vendues sous réserve de la remise. Pour les bouteilles cassées, le débitant devra présenter le col, sans quoi il sera obligé de payer 5 francs.

Ce régime donnerait, d'après M. Alglave, une recette brute de 1 milliard 500 millions, calculés en prenant pour base le chiffre des quantités taxées en 1895, soit 1.500.000 hectolitres d'alcool pur, susceptibles de donner 3.750.000 hectolitres d'eau-de-vie à 40°. Ce milliard et demi ne coûtera rien au consommateur, qui continuera à payer le petit verre 10 centimes. Dans un litre, il y a 40 petits verres. A 10 centimes le verre, cela fait 4 francs par litre de 40° et pour les 3.750.000 hectolitres, un milliard et demi.

De ce produit brut, il faut défalquer le prix d'achat et de manipulation de l'alcool et de rectification, qui se montent à 150 millions. Les remises aux débiteurs et aux épiciers absorberaient 300 millions.

Il resterait encore un boni de plus de un milliard.

Ce serait donc 850 millions de plus que l'alcool rapporte annuellement à l'Etat.

Ce système est très séduisant au premier abord. Mais est-il réalisable. Est-ce que ce milliard tombera dans les caisses du Trésor?

Si ce monopole était praticable, il rendrait d'inappréciables services, car il permettrait de supprimer non seulement les autres impôts sur les boissons, mais beaucoup d'autres encore.

Mais, sans faire entrer en ligne de compte les immenses frais d'installation nécessités pour la réalisation de ce projet et les indemnités qui devraient être payées à tous les producteurs d'alcool, il est facile de démontrer que ces conceptions sont chimériques.

Tout d'abord, pour percevoir ces plus-values énormes, il faut supposer que les quantités taxées resteront les mêmes.

L'Etat vendant l'alcool 1.000 francs l'hectolitre, il est certain que cette majoration aura une grande influence sur la consommation taxée.

Les différentes surtaxes établies tant en France qu'à l'Etranger : en Angleterre, en Russie, en Italie, en sont la preuve. La diminution de la consommation a été constatée chaque fois.

Le monopole étant établi dans le but de dégrever les boissons hygiéniques, ce dégrèvement ayant pour effet d'abaisser leur prix, et, par conséquent, de les rendre plus accessibles aux consommateurs, sera encore une cause de diminution de la consommation de l'alcool.

Le monopole aura en outre à se défendre contre la fraude, puisque M. Alglave maintient le privilège des

bouilleurs de cru. Et cette fraude serait encore plus considérable qu'e sous le régime actuel, le gain étant beaucoup plus considérable.

Les débitants eux-mêmes auront des eaux-de-vie de l'Etat, mais écoulons des eaux-de-vie de provenance frauduleuse.

En résumé, le monopole qui est contraire aux principes essentiels de l'économie politique, à la liberté individuelle et à l'initiative privée, ne se recommande au législateur ni par ses conséquences fiscales ni par ses résultats à l'étranger.

L'exemple des monopoles déjà établis en France, comme celui du tabac, ne prouve nullement l'efficacité du monopole de l'alcool. Le tabac est une plante qui n'a guère qu'un seul usage et dont la culture est limitée à un nombre restreint d'agriculteurs, tandis que pour l'alcool la matière première varie à l'infini.

C'est cette diversité de substances servant à la production des spiritueux qui ne permet pas chez nous d'asseoir l'impôt sur une autre base que le droit de consommation.

CHAPITRE VI

Pénalités

Dans le but de faire observer les prescriptions de la loi, l'article 14 de la loi du 19 décembre 1900 a établi des pénalités rigoureuses.

L'amende, la confiscation et, dans certains cas, l'emprisonnement, sont les pénalités infligées pour la répression des infractions aux lois et règlements sur les boissons.

Pourtant l'amende fiscale et la confiscation constituent plutôt des moyens de réparation du dommage causé au trésor par la fraude, que des peines au sens où l'entend le Code pénal.

Depuis 1871, et par suite de l'élévation du droit de consommation, les pénalités ont été considérablement aggravées.

C'est ainsi que le taux minimum de l'amende a été

porté à 500 francs, et le taux maximum à 5.000 francs, en ce qui concerne les spiritueux, par la loi du 28 février 1872, article 1^{er}, alors qu'antérieurement l'amende ne dépassait pas 2.000 francs.

Ces amendes sont encore augmentées d'un quart, depuis la loi du 16 avril 1895, qui les frappe d'un double décime et demi.

En outre, toute contravention en matière de boissons a pour sanction la confiscation des marchandises saisies. Dans la plupart des cas, la confiscation est prononcée concurremment avec l'amende. Cependant, elle en est indépendante et reste acquise à la Régie, même lorsque la répression de la contravention est devenue impossible : ainsi la confiscation doit être prononcée si le délinquant est resté inconnu ou lorsqu'il est décédé.

Quant à l'emprisonnement, c'est une peine exceptionnelle.

L'article 14 de la loi du 29 décembre 1900 donne de nouvelles armes à l'Administration pour combattre la fraude et établit une distinction suivant la nature des infractions constatées.

Si les faits contraventionnels ou frauduleux relèvent des articles 5, 6, 7 et 8 de la loi nouvelle, ce sont les pénalités édictées par l'article 1^{er} de la loi du 28 février 1872 (amende de 5.000 francs et confiscation des boissons saisies) qui seront applicables quand il s'agira de spiritueux, ou celles déterminées par l'article 7 de la loi du 21 juin 1793 (amende de 200 à 1.000 francs), indépendamment de la confiscation des boissons saisies, lorsque les infractions auront pour objet des vins, cidres, poirés et hydromels.

Ce paragraphe premier ne change rien au régime antérieur.

Quant aux contraventions prévues par les articles 9, 10, 11 et 12 de la loi, elles donneront lieu à une amende de 500 à 5.000 francs, indépendamment de la confiscation des appareils et boissons saisis et du remboursement des droits fraudés (art. 14 § 2).

L'application de ces pénalités est attachée au fait matériel de la contravention. Dès que l'existence de l'infraction est juridiquement établie, les juges ne peuvent absoudre le délinquant même quand sa bonne foi est établie.

Cependant, dans certains cas particuliers, on tient compte de l'intention du délinquant.

En cas de récidive, l'amende est doublée. Cette disposition modifie donc, relativement aux contraventions résultant de la nouvelle loi, l'effet de la récidive prévu par le deuxième alinéa de l'article 7 de la loi du 21 juin 1873.

De plus, et conformément à la règle posée par l'article 58 du Code pénal modifié par la loi du 26 mars 1891, ne pourront être frappés des peines de la récidive que ceux qui se seront rendus coupables de la même infraction dans le délai de cinq ans après l'expiration de la précédente peine ou sa prescription.

Les lois relatives aux contraventions concernant le régime des boissons, ne frappent pas seulement les auteurs principaux de ces contraventions : elles frappent aussi les complices.

Les mêmes peines seront applicables à toutes les personnes convaincues d'avoir facilité la fraude ou procuré

sciemment les moyens de les commettre (art. 14, § 4).

Sont complices : les propriétaires qui laissent entrer chez eux, ou recèlent des boissons appartenant à des débitants.

Les personnes qui ont fourni clandestinement des eaux-de-vie ou esprits aux liquoristes (loi 1872, art. 10).

Celles qui ont aidé à commettre ou ont favorisé les fraudes sur les spiritueux.

En ce qui concerne les complices, une exception a été apportée à un principe de notre droit criminel par l'art 37 du décret du 1^{er} germinal an XIII : « Les condamnations pécuniaires contre plusieurs personnes, pour un même fait de fraude, sont solidaires. »

De même, aux termes de l'article 365 du Code d'instruction criminelle, en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte est seule prononcée. Ce principe n'a pas été admis par la jurisprudence, lorsqu'il s'agit de contraventions fiscales : chacune d'elles doit être réprimée par une amende distincte.

Le paragraphe 5 applique les mesures rigoureuses des articles 222, 223, 224, 225 de la loi du 28 avril 1816 à toute personne qui aura été surprise fabricant de l'alcool en fraude et à tout individu transportant de l'alcool sans expédition ou avec une expédition altérée, ou obtenue frauduleusement.

Les employés des Contributions indirectes, ainsi que les préposés des douanes, des forêts, des octrois, les gardes champêtres, gendarmes, et tout employé assermenté, ont non seulement le droit de constater ces

fraudes par procès-verbal de saisie, mais encore d'arrêter et de constituer prisonniers les auteurs de ces infractions.

Mais toutefois les agents ne doivent user du droit d'arrestation qu'à l'encontre des fraudeurs professionnels, des inconnus suspects et n'offrant aucune garantie pécuniaire, et seulement lorsqu'ils n'auront aucun doute sur la destination future des alcools et sur l'intention de fraude des délinquants.

M. le Ministre des finances a déclaré que l'article 14 ne doit pas être appliqué aux contraventions occasionnelles. La disposition visée ne sera appliquée que s'il y a transport d'alcool sans expédition et que si ce transport a lieu en vue d'une vente frauduleuse. Elle n'a pas pour effet de frapper le contrevenant de bonne foi, mais seulement de réprimer les fraudes commises par des gens n'ayant pas le moyen de répondre des amendes qui leur sont infligées (1).

Le dernier paragraphe de l'article 14 a pour objet d'étendre à la loi actuelle l'article 19 de la loi du 29 mars 1897, qui applique l'article 463 du Code pénal en matière de contributions indirectes, relatif aux circonstances atténuantes.

Avant la loi du 30 mars 1888, il n'était pas permis aux juges de modérer les amendes et confiscations.

L'article 42 de la loi de finances du 30 mars 1888 rendit l'article 463 applicable aux contraventions et

(1) Chambre des Députés, 2^e séance du 10 décembre 1900, page 2.557 et suivantes.

délits prévus par les lois sur les contributions indirectes. Mais l'article 12 de la loi du 26 décembre 1890 restreignit la portée de ce texte en décidant que les circonstances atténuantes ne pourraient être accordées au prévenu dans le cas de récidive pendant le délai d'un an à partir du jugement qui aurait reconnu antérieurement une contravention.

Cette loi fut l'objet de nombreuses critiques dont le Parlement tint compte dans l'article 19 de la loi de finances du 29 mars 1897, qui abroge les articles 42 de la loi du 30 mars 1888, et 12 de celle du 26 décembre 1890.

Cette nouvelle disposition plus favorable en un point aux contrevenants que la législation antérieure leur est plus rigoureuse par ailleurs.

En effet, si elle permet de les libérer de la confiscation, lorsque les circonstances paraissent atténuantes, moyennant le paiement d'une somme à déterminer par le Tribunal, mais qui ne peut être inférieure au montant des frais fraudés elle porte à trois ans le délai pendant lequel la récidive est un obstacle à la modération de peine : en outre, elle subordonne l'application de l'article 463 du Code pénal à la condition que la bonne foi du contrevenant soit dûment établie, et elle impose aux juges l'obligation de motiver expressément leur décision sur ce point. Au surplus, la confiscation reste acquise à la Régie dans son intégralité, si le contrevenant n'acquitte pas le montant des condamnations de toute nature dans le délai d'un mois à compter du jour où elles sont devenues définitives.

M. Cunéo d'Ornano avait vainement demandé que la

disposition fut étendue aux octrois, M. le Ministre des finances avait seulement promis d'accepter sa proposition, s'il la présentait dans la discussion de la loi de budget.

Depuis la loi de finances de 1901, les circonstances atténuantes sont admises en matière d'octroi. D'après l'article 34, en effet : « En matière d'octroi, mais dans le cas seulement de contraventions communes à l'octroi et aux contributions indirectes, si les circonstances paraissent atténuantes, les Tribunaux sont autorisés, par application de l'article 463 du Code pénal, lorsque la bonne foi du contrevenant sera dûment établie et en motivant expressément leur décision sur ce point, à modérer le montant des amendes et à le libérer de la confiscation, sauf pour les objets prohibés, par le paiement d'une somme que le Tribunal arbitrera et qui ne pourra être inférieure au montant des droits dûs.

Cette disposition cessera d'être applicable en cas de récidive dans le délai de trois années. Toutefois la confiscation demeurera acquise à la régie ou à l'octroi à défaut par le contrevenant d'avoir acquitté le montant des condamnations de toute nature dans le délai d'un mois à compter du jour où elles seront devenues définitives. (Art. 34, loi de finances 1901.)

La procédure à suivre pour la répression des contraventions aux lois sur le régime fiscal des boissons est la même qu'avant la nouvelle loi.

Les contraventions sont du ressort du Tribunal correctionnel, mais la régie use dans bien des cas du droit de transiger qui lui a été accordé par l'article 23 du décret du 5 germinal an XII.

CHAPITRE VII

Taxe de dénaturation

L'alcool n'est pas seulement employé comme boisson. Il entre dans la composition d'un grand nombre de produits chimiques ; de même la parfumerie et d'autres industries s'en servent : préparation des vernis, éthers, etc...

Il est également utilisé pour le chauffage et l'éclairage.

En vue d'étendre les applications industrielles de l'alcool, le législateur a depuis longtemps cherché à ne frapper ces alcools que d'un droit très inférieur au droit de consommation, car ces taxes sont tellement élevées qu'elles entraveraient le développement de ces industries dont il forme la base, et qu'en vertu de la loi de substitution, on chercherait d'autres produits moins coûteux, susceptibles de le remplacer.

Il semble que l'alcool employé dans l'industrie devrait être libéré de tout impôt, les taxes sur l'alcool faisant partie d'un système d'impôts sur les boissons.

Mais si les arguments en faveur de la franchise de l'impôt sur l'alcool destiné à l'industrie ne manquent pas, il faut aussi se préoccuper des fraudes qui par suite de cette faveur deviendraient très fréquentes.

Il faut des mesures de surveillance et comme ces mesures entraînent des dépenses à la charge du Trésor, il est juste que celui-ci cherche à les recouvrer sous forme d'impôt.

C'est là la raison de la taxe de dénaturation, qu'on doit considérer comme un moyen de protéger l'impôt sur l'alcool de la fraude.

La loi du 9 décembre 1814 exonérait de tout impôt les eaux-de-vie et esprits employés par les fabricants et manufacturiers dans leurs établissements, à charge pour eux de les dénaturer en présence des employés, de manière à ce qu'ils ne puissent être livrés à la consommation.

La loi du 28 avril 1816 déclarait que ces eaux-de-vie seraient soumises aux mêmes droits que les eaux-de-vie pures. Mais l'Administration, dans sa circulaire du 29 novembre 1816, interpréta cette restriction d'une façon très large en autorisant l'exemption des droits en faveur des fabricants de vinaigre, d'eaux de senteur, vernis, éthers, etc...

La dénaturation étant faite avec de l'essence de bergamote, il était facile de séparer l'alcool de l'agent dénaturant et de le rendre à son état naturel. Aussi, à la

suite de ces fraudes, une circulaire de 1833 supprima toutes les exemptions.

Des protestations se firent entendre. Par la loi du 24 juillet 1843, les dénaturateurs obtinrent l'affranchissement de tout droit sur les alcools rendus impropres à la consommation. La dénaturation était faite par l'addition d'essences à l'alcool et la taxe variait en raison inverse de cette addition.

A ce moment, la fraude ne pouvait pas être assez fructueuse, car le droit de consommation ne s'élevait qu'à 37 fr. 40 par hectolitre.

Mais lorsqu'en 1871, l'impôt fut porté à 156 francs, il devint urgent de prendre des mesures pour éviter les fraudes.

La loi de 1872, porta le droit de dénaturation à 30 francs soit 37 fr. 50 avec les décimes. Le Comité consultatif des arts et manufactures détermina pour chaque branche d'industrie les conditions de dénaturation. Le méthylène fut choisi ; addition de un neuvième ou un cinquième de méthylène contenant au plus 65 o/o d'acide méthylique et 35 o/o d'impuretés avec 20 ou 25 o/o d'acétone.

Cette législation n'a pas produit les effets attendus. Les quantités d'alcool soumises à la dénaturation n'ont pas augmenté depuis 1886, sauf en ce qui concerne les alcools de chauffage et d'éclairage.

Les autres industries paralysées par l'impôt sont restées stationnaires, tandis qu'en Allemagne et en Angleterre ces industries deviennent de jour en jour plus florissantes.

Cet état de choses a appelé l'attention des pouvoirs

publics, et la question a été soumise à la Commission scientifique instituée au Ministère des finances par le décret du 30 juin 1896.

Cette Commission a indiqué deux causes de la situation peu prospère des industries françaises, le coût de la dénaturation et la taxe de dénaturation.

Le coût de la dénaturation a été abaissé par une décision ministérielle du 8 septembre 1897, qui a réduit de 15 litres à 10 litres par hectolitre d'alcool pur, la quantité de méthylène à introduire dans les mélanges. Cette proportion est suffisante pour empêcher toute opération de revivification fructueuse.

Quant à la taxe de dénaturation elle a été réduite de 37 fr. 50 à 3 francs, décimes compris, par la loi du 16 décembre 1897, qui organise en même temps d'une façon nouvelle le régime des dénaturateurs d'alcool.

La dénaturation a lieu sous la surveillance du service des contributions indirectes. Les dénaturants doivent être fournis par l'Etat : le prix en est fixé par décision du Ministre dans les limites du prix de revient augmenté des frais de manipulation et de transport.

Pour bénéficier de la détaxe, les industriels qui dénaturent l'alcool et les commerçants qui vendent dénaturé, doivent être pourvus d'une autorisation personnelle donnée par la Régie.

Cette loi de 1897 a donné un nouvel essor à nos industries qui emploient l'alcool, car elle a permis à nos produits de se présenter sur le marché dans des conditions équivalentes à celle des produits étrangers. Ces derniers acquittent, à l'entrée en France, des droits de douane égaux à notre ancien droit de dénaturation,

qui, étant de 34 fr. 50, constitue la prime de l'industrie française.

C'est surtout en matière d'éclairage et de chauffage que l'emploi de l'alcool est appelé à s'étendre, l'alcool, à la différence des huiles minérales, pétrole, essence, ne laisse pas d'odeur.

L'industrie des automobiles est aussi appelée à lui ouvrir un large débouché.

Pour faciliter encore les débouchés des alcools, la Chambre a bien voté, en décembre 1900, la suppression de la taxe de dénaturation de 3 francs par hectolitre, et l'a remplacée par un droit de statistique de 25 centimes; mais les frais de dénaturation restent encore trop élevés, en raison de l'addition de 10 pour 100 de méthylène exigée par l'administration. Il y a là un obstacle sérieux.

Le gouvernement a proposé de résoudre la difficulté par la combinaison suivante (1) : tous les alcools sortant des usines seraient frappés d'une taxe de 80 centimes par hectolitre d'alcool pur. A raison de 2 millions 300.000 hectolitres la taxe de 80 centimes produirait 1.840.000 francs. On ouvrirait un compte spécial à cette taxe dont le produit servirait à couvrir les frais de dénaturation calculés à raison de 9 francs l'hectolitre (soit 8 fr. 10, frais de dénaturation et 80 centimes).

La taxe pourrait être abaissée ou diminuée selon les besoins. Ce nouveau régime n'entrerait en vigueur qu'à partir du 1^{er} janvier 1902. Cette solution n'est pas très

(1) *Journal Officiel* : Sénat, séance du 27 décembre 1900, page 1090.

satisfaisante au point de vue des encouragements et des facilités à donner à l'emploi de l'alcool dénaturé, mais on fait remarquer que tant qu'on n'aura pas découvert un procédé de dénaturation moins coûteux que celui exigé jusqu'à ce jour par la Régie, on n'a le choix qu'entre deux solutions : donner des primes pour la fabrication des alcools dénaturés ou faire payer par l'ensemble de l'industrie de la distillerie le prix de la dénaturation.

Cependant, en Allemagne, cette dénaturation ne coûte que 1 fr. 90 : si notre administration des Contributions indirectes y mettait un peu de bonne volonté, il est certain qu'on arriverait rapidement à avoir satisfaction sur ce point et qu'alors nos distilleries agricoles et industrielles trouveraient rapidement un écoulement de leurs alcools en dehors de la consommation de bouche, pour le chauffage, l'éclairage, la production de la force motrice sous ces différentes formes.

CHAPITRE VIII

Sucrage des vins

La détaxe des sucres employés au sucrage des vins a été introduite dans la loi du 29 juillet 1884 sur les sucres (art. 2).

Cette détaxe avait pour but de permettre aux récoltants de rendre marchands, par l'élévation de leur degré alcoolique, les vins produits par les vignes atteintes par le phylloxéra et autres maladies.

Le règlement d'administration publique rendu le 22 juillet 1885 pour l'exécution de la loi de 1884 étendit la faculté d'obtenir la détaxe aux sucres employés à fabriquer avec des marcs des vins de seconde cuvée. Il avait fixé comme base des quantités de sucre pouvant être employées avec modération de taxe le chiffre de la récolte. Il allouait 20 kilogrammes en première cuvée et 50 kilogrammes en deuxième cuvée par 3 hectolitres de

vendange et 10 kilogrammes par 5 hectolitres de pommes ou de poires. Cette dernière quantité pouvait être portée, dans certains cas, à 15 kilogrammes par arrêté ministériel.

L'application de ce règlement donnait lieu, depuis la reconstitution des vignobles, à de graves abus. Cette réduction de droit n'avait, en réalité, pour résultat que d'encourager la fabrication d'énormes quantités de vins artificiels qui venaient concurrencer sous le nom de vin naturel les produits de la vigne.

Les lois du 14 août 1889 et du 11 Juillet 1891 se sont efforcées en vain de lutter contre les abus du sucrage.

Depuis, la loi du 6 avril 1897 a interdit la fabrication et la circulation en vue de la vente des piquettes simples aussi bien que des vins d'eau sucrée.

La détention à un titre quelconque de ces liquides est aussi défendue à tout négociant, entrepositaire et débitant.

Néanmoins la détention n'est pas interdite lorsqu'elle n'a pas lieu en vue de la vente.

Tous les efforts de l'Administration des Contributions indirectes pour lutter contre la fraude, les procès-verbaux, les condamnations furent inutiles.

Le projet de loi présenté en 1899 par le gouvernement reproduisait dans son article 14 les dispositions votées par le Sénat en 1898, relevant de 24 francs à 40 francs la détaxe des sucres employés au sucrage des vendanges ou des marcs.

Un amendement proposa de supprimer complètement la détaxe.

Mais la Chambre maintint le principe même de la modération de taxe, ainsi que le tarif de 24 francs par 100 kilogrammes établi par la loi du 5 avril 1890, et maintenu par la loi du 27 mai 1897.

Toutefois, elle exclut du bénéfice de la mesure les acheteurs de vendanges ou de pômes (elle dit producteurs) et modifia, en les mettant en harmonie avec les prescriptions de la loi du 6 avril 1897, les règles relatives à la détermination des quantités mises à la disposition des récoltants.

Ces quantités ne peuvent en aucun cas excéder à l'avenir 20 kilogrammes par membre de la famille et domestique attaché à la personne.

C'est une réforme insuffisante.

A côté des vins de sucre dont la Régie a connaissance, il ne faut pas oublier non plus les vins glucosés dont la production ne peut être évaluée parce qu'elle est clandestine, attendu que les glucoses ne peuvent jouir du dégrèvement accordé par la loi aux véritables sucres et que dès lors leur emploi n'est jamais déclaré à l'Administration. Le législateur devrait supprimer le dégrèvement des sucres pour vendange, et édicter des mesures rigoureuses contre le glucosage.

Les producteurs qui, dans les conditions définies par l'article 16 du 29 décembre 1900, se proposent de réclamer le bénéfice du droit réduit de 24 francs par 100 kilogrammes de sucre raffiné pour les sucres bruts ou raffinés destinés au sucrage de vins, cidres ou poirés nécessaires à la consommation familiale des producteurs, doivent faire une demande par écrit au directeur ou au

sous-directeur des contributions indirectes, quinze jours au moins avant la récolte (1).

Cette demande revêtue de l'avis du maire doit indiquer : les noms, prénoms, qualité et demeure du producteur, les noms, prénoms, âge de chacun des membres du producteur habitant avec lui, et des domestiques attachés à sa personne, l'importance approximative de la récolte exprimée en hectolitres de fruits, la quantité de sucre demandée, l'espèce de sucre et sa destination, les quantités de vins, cidres ou poirés devant recevoir une addition de sucre, la date à laquelle le sucre doit être employé.

Les quantités de sucre que l'article 16. admet au bénéfice du tarif réduit peuvent être employées indifféremment soit en première soit en seconde cuvée. Toutefois, les quantités destinées à relever le degré alcoolique des vins ne peuvent dépasser 20 kilogrammes par 3 hectolitres de vendange ; celles destinées à la fabrication des vins de marc ne peuvent dépasser 50 kilogrammes pour la même quantité de vendange.

En ce qui concerne les vins, cidres, poirés, les quantités de sucre employées ne peuvent dépasser 10 kilogrammes par 5 hectolitres de pommes ou de poires.

Les décrets du 26 novembre 1890, 13 mai 1891, 16 mars 1893 et 14 octobre 1897 sont abrogés.

Telle est la modification apportée par la nouvelle loi à l'emploi du sucre à tarif réduit pour le sucrage des vins.

(1) V. Décret d'administration publique du 20 juillet 1901.

CHAPITRE IX

Mesures transitoires

L'article 17 règle les mesures immédiatement applicables dès la promulgation de la loi.

Les dispositions de cet article ont pour but de protéger le Trésor contre les approvisionnements d'alcool effectués d'après les anciens tarifs inférieurs à la nouvelle taxe, ce qui aurait causé de grands déficits.

En effet, pendant la discussion de la loi, nombre de négociants et débitants s'étaient approvisionnés de spiritueux, pensant ainsi échapper à la surtaxe.

Et ils auraient pu réussir, car lors des précédents relèvements des droits sur l'alcool, la loi avait imposé le paiement de la surtaxe aux spiritueux détenus par les débitants volontairement rédimés et par ceux qui étaient établis dans les villes à taxe unique.

Mais elle n'avait rien stipulé à l'égard des quantités

qui pouvaient se trouver entre les mains d'autres détenteurs, alors même que ces quantités dépassaient notablement les limites d'un approvisionnement personnel.

Les débiteurs et les autres commerçants de Paris n'avaient pas non plus été astreints à acquitter le supplément d'impôt sur les stocks qu'ils possédaient au moment du changement de tarif.

A la faveur de cette lacune de la loi de très graves abus s'étaient produits dans le passé. Des dépôts provisoires d'alcool en droits acquittés avaient été constitués sous le nom de tiers par des commerçants qui purent ainsi soustraire au paiement de la surtaxe d'importantes quantités d'alcool. Il en résultait que pendant un certain temps, malgré l'augmentation des taxes, l'impôt n'était pas plus productif.

C'est pour prévenir le retour de pareils faits qu'a été édicté l'article 17.

« Dès la mise en vigueur de la présente loi les commerçants et dépositaires d'alcool établis en tous lieux, Paris compris, seront tenus de déclarer au bureau de la Régie les quantités d'alcool existant en leur possession. »

Ici une question se pose.

Qu'entend-t-on par « dépositaire » ?

Par dépositaire, la Régie entend les personnes qui détiennent les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, vermouths, etc... pour le compte de tiers, ou qui ont elles-mêmes constitué des approvisionnements manifestement destinés à la vente.

M. le ministre des finances déclara que le mot « dépositaire » de l'art. 17, « s'applique purement et

simplement aux gens qui auraient constitué des dépôts frauduleux de marchandises pour permettre aux débiteurs d'échapper au paiement des droits. »

Il ne s'applique nullement aux simples particuliers. Il ne s'applique pas non plus aux bouilleurs de cru : « le bouilleur n'est pas dépositaire, il est propriétaire, ce n'est pas la même chose. »

C'est aussi le sens que lui donnent les tribunaux :

Un grand nombre de personnes s'étaient approvisionnées d'alcool dans les derniers jours de décembre 1900, afin de n'avoir à payer que le droit de consommation de 156 fr. 50 et de bénéficier ainsi de la surtaxe de 63 fr. 50. Ces acheteurs avaient reçu 200, 300, 400 litres d'alcool, non dans l'intention de les revendre, mais pour en faire le commerce.

Il apparut à la Régie que ces approvisionnements de quantités anormales, absolument supérieurs aux besoins de simples particuliers, étaient manifestement destinés à alimenter clandestinement les débits avoisinants, et elle dressa des procès-verbaux contre ces détenteurs.

Un grand nombre transigèrent ; les autres furent poursuivis devant le Tribunal correctionnel (1) qui les acquitta pour les raisons suivantes :

Que le mot dépositaire ne s'applique qu'à celui qui détient des boissons alcooliques pour le compte d'un tiers commerçant « le déposant », et qui n'est pas propriétaire de ces marchandises.

Que la Régie soutient à tort que sont également dépo-

(1) Tribunal correctionnel de Lyon, 21 mai 1901.

sitaires dans le sens de l'article 17 ceux qui se sont constitués un dépôt supérieur à ce qui, pour la Régie, doit constituer leur approvisionnement normal.

Dans ce système, en effet, l'autorité judiciaire serait appelée à déterminer arbitrairement quelle quantité normale d'alcool un simple particulier peut avoir chez lui sans surtaxe ni déclaration, alors qu'il ressort au contraire des délibérations du Parlement que le législateur n'a pas voulu soumettre les simples particuliers à la surtaxe et à la déclaration.

Donc un simple particulier, qui possède des approvisionnements, même considérables, de spiritueux, n'est pas soumis à la déclaration ni au paiement des taxes complémentaires, du moment que ces spiritueux sont destinés à sa consommation et à celle de sa maison.

Seuls les détenteurs d'approvisionnements destinés à la vente, doivent obligatoirement en faire la déclaration au bureau de la Régie.

Chez ces redevables, les agents sont autorisés à procéder aux vérifications nécessaires, sans être tenus de se munir d'un ordre de visite, ni de se faire assister par un officier de police judiciaire.

Ils n'ont à requérir cette assistance que s'ils rencontrent quelque opposition, ou s'ils se trouvent en présence d'un dépôt frauduleux détenu par un simple particulier.

Du reste, dans ce cas, l'Administration les engage à s'entourer de tous les renseignements, de tous les éclaircissements susceptibles de guider leur action. Ils ne devront recourir au droit de visite que lorsque, « par des indications sûres ou des dénonciations, ils auront

acquis la certitude, ou du moins une conviction voisine de la certitude, que les dépôts sont frauduleux ».

L'appréciation du caractère frauduleux ou non de ces dépôts, est souvent difficile. Si un particulier possède une quantité importante d'eaux-de-vie ou de liqueurs, il est bien en droit de s'être prémuni contre l'accroissement de la taxe, et rien n'établit que sa situation soit irrégulière.

Au contraire, un dépôt considérable d'alcool ou de troix-six, impropre à la consommation directe, serait suspecte chez un particulier et pourrait motiver un procès-verbal.

Les Sociétés coopératives de consommation et les économats sont soumis aux mêmes obligations que les autres commerçants.

Le paiement de cette surtaxe est très juste, car il évite de nombreuses fraudes, mais puisqu'on augmentait les droits des alcools non consommés, il nous semble qu'on aurait dû déduire une somme égale à tous les droits supprimés par la présente loi, mais déjà acquittés sur les boissons hygiéniques, approvisionnées mais non vendues avant le dégrèvement.

Des facilités ont été accordées aux débitants, commerçants et dépositaires pour le paiement des droits dûs sur les spiritueux qu'ils possédaient au moment du changement de régime.

Les débitants exercés de toute catégorie (débitants ordinaires, dépositaires, débitants liquoristes) pourront acquitter les droits sur les restes en alcool, au moyen d'obligations cautionnées de un à trois mois de terme à leur choix.

Les autres contribuables, c'est-à-dire les débiteurs des villes à taxe unique, ou à taxe de remplacement, et les dépositaires en tous lieux (Paris compris) sont admis à présenter pour l'acquittement des taxes complémentaires résultant des nouveaux tarifs, des obligations cautionnées, mais seulement lorsque la somme à payer s'élèvera au moins à 300 francs.

Les obligations sont souscrites dans les conditions déterminées par la loi du 15 février 1875 (paiement d'un intérêt de retard de 3 % et de la remise spéciale calculés au prorata de la durée de l'obligation souscrite).

Ainsi la remise qui est de un tiers pour cent pour une obligation à quatre mois d'échéance, n'est que de un douzième pour cent pour les engagements de la durée d'un mois, de un sixième pour cent, pour ceux de deux mois, etc...

Pour les débiteurs ou commerçants qui ne choisissent pas pour mode de libération les obligations cautionnées, l'administration a accordé des délais très larges à ces personnes.

Toute quantité qui n'aurait pas été déclarée donnera lieu, en sus, au paiement d'une amende égale au double des taxes exigibles (1).

Quel est le taux de l'amende ?

Ceux qui étaient tenus à la déclaration et ne l'ont pas faite doivent payer :

a) 63 fr. 75 comme surtaxe (ceci n'est pas une amende, mais la simple liquidation légale de leur situation).

(1) Article 17 § 3.

b) Deux fois 63 fr. 75, somme qui constitue l'amende.

Toutefois, il est possible de transiger, non sur le droit supplémentaire : a) de 63 fr. 75, qui doit être payé en tout état de cause, mais sur l'amende : b) de deux fois 63 fr. 75.

On a objecté que la loi nouvelle ne prévoyait pas de transaction, mais il importe peu, il y a amende, donc on peut transiger.

L'Administration supérieure est du reste de cet avis.

CONCLUSIONS

Si la valeur d'une loi tenait à la longue préparation parlementaire, aux nombreuses discussions dont elle a été l'objet, on pourrait dire, sans crainte d'exagération, que notre législation sur les boissons est parfaite.

Ballotté depuis plus de quinze ans de la Chambre au Sénat, le projet de réforme est enfin devenu loi.

Mais, dès son apparition, la nouvelle loi a été en but aux critiques.

La surtaxe de l'alcool est encore de date trop récente pour qu'on puisse l'apprécier. Le taux en est certes très élevé, le déficit constaté depuis le commencement de l'année en est une preuve ; mais n'est-ce pas un bien, n'est-ce pas le moyen de combattre l'alcoolisme, qu'on cherche depuis si longtemps à enrayer ?

L'augmentation des licences n'a pas été faite d'une façon équitable. Le petit commerce est écrasé par le grand, et doit succomber si on ne le protège pas. De même, les petits débitants ne sont pas taxés en proportion de leurs concurrents plus aisés.

Quant aux bouilleurs de cru, la suppression de leur privilège étant presque impossible à réaliser, il faudrait que le législateur établisse des pénalités rigoureuses pour la répression des fraudes.

Le monopole de l'alcool, tant vanté depuis quelques années, n'est qu'un mythe auquel il ne faut pas songer.

Une réforme excellente : le dégrèvement des boissons hygiéniques, a partout été opérée par la loi du 29 décembre 1900 ; aussi est-ce avec satisfaction qu'elle a été reçue par tous, commerçants et consommateurs, qui depuis longtemps la désiraient.

Néanmoins, une réforme de la réforme est nécessaire.

On peut apprécier l'ensemble de la loi, comme le faisait M. Verninac pour une question particulière (1) : « Cette modification n'est peut-être pas à l'abri de toute critique, et il n'est pas certain qu'à l'application elle ne présente pas quelques difficultés. Elle a cependant une apparence d'équité qui nous engage à l'adopter. Il sera d'ailleurs facile, après expérience, de modifier ou simplifier le tarif par un simple article de la loi de finances.

Bornons-nous à souhaiter que les réformes ne se fassent pas attendre si longtemps que la loi.

Vu :

Lyon, le 31 octobre 1901,

Le Président de la Thèse,

P. ROUGIER.

Vu :

Lyon, le 1^{er} novembre 1901.

Le Doyen de la Faculté,

E. CAILLEMER.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 1^{er} novembre 1901.

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université,

GABRIEL COMPAYRÉ.

(1) Rapport au Sénat.

BIBLIOGRAPHIE

- FERNEL BÉCHADE..... Thèse, 1898, Bordeaux.
- BERTRAND et DESCHAMPS. Traité de jurisprudence en matière
de Contributions indirectes,
1896.
- CÓUILLAUDEAU..... Thèse, 1898, Lille.
- EHRAS..... Monopole de l'eau-de-vie (1881).
- HOURCADE..... Manuel encyclopédique des Con-
tributions indirectes, 1899.
- LACLAVIÈRE..... Thèse, Lyon, 1900.
- LEROY-BEAULIEU..... Traité de la Science des Finances,
1883.
- SAY (Léon)..... Dictionnaire des Finances, 1894
(Mots : Boissons, alcool, bière,
bouilleurs de cru, vins).
Dictionnaire d'économie poli-
tique, 1896 (Mot : Boissons).
- TRESCAZES..... Dictionnaire général des Contri-
butions indirectes.
- WAHL..... Les vins artificiels.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

Bulletin des Contributions indirectes (1890-1900).

L'Économiste français (27 avril 1901).

Journal des Contributions indirectes.

Journal officiel (Novembre et décembre, 1900, janvier, 1901).

Revue des Deux-Mondes, 1897 (V. Monopole).

Journal des Économistes, 1899 (V. Monopole).

Moniteur vinicole (1901).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	7
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Historique et but de la nouvelle loi...	10
Section première. — Historique.....	10
Section II. — But.....	13
CHAPITRE PREMIER. — Degrèvement des boissons hygiéniques.....	15
Section première. — Droit de circulation.....	16
Sous-section. — Circulation des vendanges.....	25
Section II. — Droit de détail.....	31
Section III. — Droit d'entrée, de taxe unique de remplacement aux entrées.....	36
Section IV. — Droit de fabrication des bières.....	37
CHAPITRE II. — Alcool.....	44
Section première. — Surtaxe.....	44
Section II. — Vins de raisins secs et de liqueurs.....	58
CHAPITRE III. — Augmentation des licences.....	62
CHAPITRE IV. — Bouilleurs de cru.....	72
CHAPITRE V. — Monopole.....	90
CHAPITRE VI. — Pénalité.....	98
CHAPITRE VII. — Taxe de dénaturation.....	105
CHAPITRE VIII. — Sucrage des vins.....	111
CHAPITRE IX. — Mesures transitoires.....	115
CONCLUSIONS.....	122
BIBLIOGRAPHIE.....	125

Imprimerie WALTENER et C^e successeurs de MOUGIN-RUSAND.
3, rue Stella — LYON



